

DIPLOMAT

Magazine de la diplomatie et des affaires
Mai-Juin 2011

Investissement

Investment
Forbes &
Manhattan
A leader in the global
resource-focused sectors

Stephen Harper

Reconduit avec une majorité absolue à la
chambre des Communes

DISTRIBUTION CIBLÉE

Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Japon, Malaisie, Sénégal, Suisse, BCEAO, Banque mondiale, Banque islamique, Banque africaine de développement, CEDEAO, FMI, OIF, ONU, Représentations diplomatiques, Union européenne, Union africaine, UEMOA.

www.diplomatinvestment.com

VILLE DE MONTRÉAL

Destination d'affaires et terre d'investissements directs étrangers



Lieu d'échange et de commerce, la région de Montréal connaît une évolution qui la destine à devenir l'une des grandes villes régionales de ce siècle. Sa position géographique, ses assises diversifiées d'activités économiques et commerciales, ses percées remarquées dans les industries du savoir, soutenues par une population instruite et cosmopolite en font un lieu privilégié de résidence, d'affaires et d'activités culturelles en Amérique du Nord. Point stratégique de l'axe Québec-Windsor, le plus densément peuplé et industrialisé du Canada, la région de Montréal s'insère naturellement dans le périmètre de la vaste mégalopole constituée des villes de Boston, New York et Washington. Avec la globalisation croissante

des marchés et l'accélération des échanges internationaux, la région métropolitaine de Montréal est une importante plaque tournante de la scène économique et culturelle du Québec, du Canada et de l'Amérique du Nord.

Centre économique de premier plan depuis sa fondation au XVII^e siècle, Montréal est rapidement devenue le berceau de l'industrie canadienne grâce à l'activité soutenue de son port et à un accès rapide à l'ensemble des marchés nord-américains. Montréal possède une kyrielle d'entreprises de pointe dans les secteurs les plus variés et excelle entre autres dans les technologies de l'information (TIC) et des communications, les sciences de la vie et l'aérospatiale. ■



Méridien Maritime Réparation

Une entreprise de réalisations !



INSPECTION • RÉPARATION • CONSTRUCTION

www.meridien.cc





Magazine
Diplomat

Magazine Diplomat investissement

Il s'adresse aux décideurs. Magazine spécialisé dans l'information économique et diplomatique destinée exclusivement aux grands dirigeants mondiaux (politiques, diplomatiques, financiers et investisseurs), aux grands événements internationaux et aux grands mouvements des capitaux et des investissements à l'échelle planétaire.

Il donne la parole à ceux qui prennent des décisions et fait la promotion de la nouvelle diplomatie axée sur les affaires et les investissements.



EN BREF

Saviez-vous que... 6

ÉDITORIAL

Les investisseurs voient des opportunités de croissance en Afrique 7

POLITIQUE

Stephen Harper : Reconnu avec une majorité absolue à la chambre des Communes 8

La mort de Ben Laden : un succès diplomatique pour le Président Barack Obama 11

BARACK OBAMA

Succès diplomatique

11

**MARIO DRAGHI**

La zone euro soutient sa candidature pour la présidence de la BCE

21

**STAN BEHARTI**FORBES & MANHATTAN
A leader in the global resource-focused sectors

17

STEPHEN HARPER RECONDUIT

8

**INVESTISSEMENT**

FORBES & MANHATTAN : A leader in the global resource-focused sectors 17

FINANCE

La zone euro soutient Mario Draghi pour la présidence de la BCE 21

COMMERCE ET ÉCONOMIE

La Chine est devenue la deuxième économie mondiale après les États-Unis d'Amérique 22

La dette américaine atteint le plafond autorisé par les parlementaires 23

REPORTAGE

Les perspectives de l'Afrique subsaharienne selon le FMI 24

DOSSIEREUROPE : Perspectives économiques régionales
Renforcer la confiance 27**DÉVELOPPEMENT**

Les pôles de croissance dans les marchés émergents redéfinissent la structure économique mondiale 34

RÉFLEXION

L'avenir de l'Afrique et la contribution de la Banque mondiale 38

RELATIONS INTERNATIONALES

MONDE : Record de milliardaires 15

DIPLOMATIE DES AFFAIRES

La Chine prête à investir davantage dans l'euro 16

L'Ambassadeur des États-Unis en Angola qualifie d'important l'investissement dans l'éducation 16

Saviez-vous que...

- L'ancien chanteur pop Michel Martelly a prêté serment comme président à Haïti, où il a demandé à ses compatriotes de l'aider à remettre sur pied leur pays en proie à la pauvreté et dévasté par le séisme du 12 janvier 2010. "Haïti était endormi et aujourd'hui Haïti se réveille (...) c'est le mandat que vous m'avez confié et, croyez-moi, les choses vont changer", a dit Martelly dans un discours inaugural prononcé en créole.
- Le géant public malaisien de l'énergie Petronas va investir 20 milliards de dollars dans la construction d'un important complexe pétro-chimique dans le sud de la Malaisie, a-t-il annoncé. Ce complexe intégré, dénommé Refinery and Petrochemicals Integrated Development (RAPID), devrait entrer en service à partir de 2016 sur un espace de plus de 1.000 hectares dans l'Etat de Johor, proche de Singapour. Ce lourd investissement vise à contribuer à faire de la Malaisie un acteur mondial de l'industrie pétro-chimique, du raffinage à la production industrielle de polymères, conformément aux ambitions déclarées du gouvernement.
- Les investissements chinois en Afrique ont été très productifs. Ils ont amélioré les conditions de vie de la population locale, créé des opportunités de développement plus nombreuses et offert aux pays africains des choix plus variés. C'est ce qu'a affirmé Liu Guijin, l'envoyé spécial du gouvernement chinois chargé des questions africaines, lors de la conférence d'Afrique tenu dans le cadre du 21ème Forum mondial d'économie.
- L'élection générale du 2 mai dernier a grandement changé la composition de la Chambre des communes et il y a lieu de se demander quelles seront les répercussions des derniers résultats électoraux sur l'économie canadienne, et plus précisément sur la réputation du pays auprès des investisseurs étrangers. Cette victoire du parti conservateur va apporter une stabilité durant les quatre années à venir.
- La croissance de l'économie française a atteint 1% au premier trimestre 2011, soit la "plus forte hausse depuis le deuxième trimestre 2006", confirme l'Institut national de la statistique (INSEE). La consommation des ménages, l'investissement et la reconstitution des stocks des entreprises ont permis à cette croissance d'"accélérer vivement", estime l'Insee. L'institut de la Statistique a par ailleurs révisé à 1,4% le chiffre de la croissance de l'économie sur l'ensemble de l'année 2010, contre 1,5% annoncé précédemment. Tout comme le chiffre du quatrième trimestre 2010, revu à 0,3% (contre 0,4% auparavant).
- La Chine a annoncé des exportations record et un confortable excédent commercial pour avril, tandis que la croissance plus lente des importations signale une faiblesse de la demande intérieure, au moment où les États-Unis renouvellent leur appel à une appréciation du yuan. Les exportations ont atteint le mois dernier 155,7 milliards de dollars, surpassant le précédent record de 154,1 milliards de dollars datant de décembre, ont annoncé les douanes. Ces exportations, en hausse de 29,9% sur un an, ont permis au premier exportateur mondial de dégager un excédent commercial de 11,4 milliards de dollars le mois dernier
- Les entreprises américaines ont vendu un nombre record de biens et services à l'étranger en mars, mais une forte hausse des importations de pétrole a eu pour effet de faire augmenter le déficit de la balance commerciale des États-Unis. Le département du Commerce des États-Unis a annoncé que le déficit commercial avait augmenté de six pour cent, à 48,2 milliards \$ US, en hausse par rapport à la somme de 45,4 milliards \$ US de février. Les exportations ont augmenté pour atteindre 172,7 milliards \$ US, soit le chiffre le plus élevé enregistré depuis 1996.
- Le commando américain qui a donné l'assaut le 2 mai à la résidence pakistanaise du chef d'Al-Qaïda a tenté sans succès de lui tirer dessus alors qu'il se trouvait sur le palier du deuxième étage de sa maison, ont raconté à la chaîne des responsables américains qui ont pu voir des images du raid filmées par des mini-caméras fixées sur les casques des soldats d'élite. Le chef d'Al-Qaïda s'est ensuite enfui dans une chambre où se trouvaient ses épouses et ses filles. Le premier soldat américain à pénétrer dans la pièce a écarté les filles de Ben Laden, tandis qu'un deuxième repoussait une des épouses qui s'est ruée sur lui ou a été poussée vers lui, ajoute CBS. Ce dernier soldat a ensuite tiré sur Ben Laden, le touchant à la poitrine, avant qu'un troisième membre du commando lui tire une balle dans la tête. ■

Diplomat Investissement s'adresse aux décideurs politiques, diplomatiques, financiers et aux investisseurs. Magazine d'informations diplomatiques et économiques, il donne la parole à ceux qui prennent des décisions et fait la promotion de la nouvelle diplomatie axée sur les affaires et les investissements.

Président-éditeur: **Jean Telé Udimba**
Directeur général: **Viviane Déguy**
Rédacteur en chef: **Ousmane Sow**

ADMINISTRATION

Fatouma Muhiya
Liliane Aneka

DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES

Relations avec les Gouvernements: **Telé Wembolua**
Relations avec les secteurs privé et public: **Joseph Tete**
Relations avec les institutions: **Joseph Tete**
Développement des affaires: **Ignace Lumumba**
Directeur de projets: **Dominique Gagnon**
Chargé de mission: **Sylla Naby Laye**

DIRECTION INTERNATIONALE

Relations diplomatiques et consulaires: **André Okito**
Promotion du commerce et des investissements: **Amisi Rukiza**

MARKETING ET PUBLICITÉ

Marketing et relations d'affaires: **Elodie Rukiza**
Marketing et Publicité : **Sylla Aminata**

RÉDACTION

Chef rubrique: **Ousmane Sow**
Chef réviseur: **Dominique Gagnon**
Journalistes: **Ousmane Sow**
Reportage: **Mamie Omeonga**

STAGIAIRES

Joël Kamanda
Kelley Souleyman

PRODUCTION

Directeur de production: **Jean Telé**
Photos & Illustrations: **Jean-Jacques Omeonga**
Impression: **GU**

COLLABORATION ET SOUTIEN LOGISTIQUE

Groupe Univenne
Aei internet

DISTRIBUTION

Distribution ciblée: **WABC**
Remerciements: **Méridien Martime**

PUBLICATION ET DIFFUSION

Groupe diplomat Investissement
Ont également collaboré à ce numéro: **Mutombo Kahozi**,
Christian Monière, **Dominique Kenge**.

Notre politique de distribution: Il nous arrive de communiquer à nos partenaires les besoins de nos annonceurs afin de les intéresser à leurs produits ou services. Bon nombre d'entre eux apprécient cette méthode de distribution ciblée. Cependant si vous ne voulez pas ce genre de service, faites-le savoir à notre administration. Droits d'auteur et droit de reproduction.

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Canada
ISSN: 1205-9757

Magazine Diplomat Investissement
500, boulevard St. Martin Ouest, suite 320
Laval, Québec, H7M 3Y2
Courriel: contact@diplomatinvestissement.com
Site Web: www.diplomatinvestissement.com

Toute demande de reproduction doit être adressée à l'administration du magazine.

Les investisseurs voient des opportunités de croissance en Afrique

Jean Tele

Une enquête réalisée sur l'attractivité de l'Afrique présente le continent comme une future destination d'investissements massifs étrangers, avec de réelles opportunités de développement de projets à partir de 2012. L'Afrique serait donc la destination émergente des investissements directs étrangers. Selon l'entreprise spécialisée en Audit, Conseil, Droit, Fiscalité et Transactions, Ernst & Young, durant la dernière décennie, l'Afrique est passée de 338 nouveaux projets en 2003 à 633 en 2010, soit une augmentation de près de 87 % en 7 ans. Malgré la baisse des investissements survenue en 2008, l'Afrique reste une destination attractive dans un contexte de récession mondiale, maintenant sa part relative de flux d'investissement mondiaux. Cette enquête reprise par plusieurs médias du monde, révèle une forte croissance de nouveaux projets sur le continent à partir de l'année prochaine. Les flux d'investissement directs étrangers (Ide) devraient atteindre 150 milliards de dollars d'ici 2015.

Maintiens des activités

Pour les futures stratégies d'investissement, l'Afrique occupe une place de choix chez les décideurs, indique l'étude d'Ernst & Young, selon laquelle aussi, 42 % du panel envisage d'investir davantage dans la région et 19 % confirment qu'ils maintiendront leurs activités sur le continent. Quant aux entreprises qui ont déjà intégré l'Afrique à leur stratégie d'investissement, leur appréciation est particulièrement positive. Et ce sont les investisseurs des pays émergents qui seraient de plus en plus attirés par l'Afrique comme le montre les statistiques, selon lesquelles, les Ide de ces pays sont passés de 100 nouveaux projets en 2003 à 240 en 2010 (soit une hausse annuelle de 13 %) en dix ans. Ils représentent désormais 38 % du total des investissements en Afrique, contre 30 % en 2003.

L'enquête a révélé aussi que l'interrogation de 74 % des investisseurs originaires de pays émergents montre l'Afrique comme une destination d'investissement plus attrayante au cours des trois dernières années. Ils sont également de plus en plus positifs concernant le potentiel d'investissement de l'Afrique à long terme. Les pays développés, notamment ceux de l'Europe et d'Amérique du Nord, sont plus prudents. Les dirigeants originaires de ces régions semblent considérer que le développement de l'Afrique a stagné ces dernières années. Toutefois, les répondants nord-américains sont plus optimistes sur le potentiel d'investissement à long terme de l'Afrique que les Européens. Même si les marchés développés envisagent les investissements en Afrique avec une certaine prudence, ils restent, en proportion, responsables de la plus grande partie des investissements en Afrique.

Potentiel de croissance

La grande majorité du panel considère les industries extractives comme un domaine d'investissement majeur, avec le plus grand potentiel de croissance pour les prochaines années. Toutefois, d'autres secteurs présentant des options d'investissement attrayantes commencent à émerger : les personnes interrogées considèrent en effet que le tourisme (15 %), les produits de consommation (15 %), la construction (14 %), les télécommunications (13 %) et les services financiers (9 %) offrent un potentiel de croissance élevé.

L'enquête ainsi réalisée est basée sur deux critères, notamment, le premier, quantitatif, mesure les investissements effectués en Afrique au cours des dix dernières années, tandis que le deuxième est une enquête qualitative menée auprès de plus de 562 dirigeants du monde sur leurs stratégies d'investissement et les régions qui en bénéficieront au cours des dix prochaines années. La croissance africaine des dix dernières années a été portée par un processus de réformes économiques et réglementaires à long terme, engagé sur une grande partie du continent depuis la fin de la guerre froide. Ce processus s'est caractérisé par la maîtrise de l'inflation, la réduction de la dette extérieure et des déficits budgétaires, la privatisation des entreprises publiques, le renforcement des systèmes réglementaires et juridiques et l'ouverture de nombreuses économies africaines au commerce international.

Élections fédérales

STEPHEN HARPER

Reconduit avec une majorité absolue à la chambre des Communes.

Le Parti conservateur canadien dirigé par le Premier ministre Stephen Harper a remporté la 41^e élection fédérale et forme son premier gouvernement de majorité depuis 1988.

Dominique Kenge

Depuis 2004, le Canada a élu trois Parlements successifs au sein desquels aucun parti n'avait la majorité. Le Parti conservateur vient de remporter la 41^e élection fédérale. Cette victoire a permis à Stephen Harper de former un gouvernement fort, stable et équilibré. Deux Ministres expérimentés, John Baird et Tony Clement occupent maintenant des postes clés, le premier aux Affaires étrangères et le second au Conseil du Trésor. Jim Flaherty garde les Finances, Beverly Oda est maintenu à la Coopération internationale. Ed Fast devient Ministre du Commerce International et Bernard Valcourt rentre au cabinet comme Ministre d'Etat de la Francophonie. Au total, 39 membres du cabinet dont neuf nouveaux Ministres.

Les résultats de l'élection fédérale sont marqués par une nette victoire du Parti conservateur. Ce résultat assure la reconduction de Stephen Harper au poste de

Premier ministre, cette fois-ci à la tête d'un gouvernement majoritaire, plus stable que le gouvernement minoritaire qu'il dirigeait jusqu'alors. Pour la troisième fois d'affilée, le Parti conservateur est la première force politique du pays. Comme on l'a toujours dit, des actions menées par le Premier Ministre Stephen Harper ont eu des échos favorables auprès de la population comme

en témoignent les résultats du 2 Mai 2011. Stephen Harper a eu une majorité confortable pour mener à bien ses politiques économiques mais aussi pour stabiliser les institutions. Cette victoire permettra au Premier Ministre non pas seulement de réaliser les promesses électorales, mais de s'affirmer comme acteur majeur sur la scène internationale tant au niveau du G20



Le nouveau gouvernement du Premier ministre Stephen Harper formé après les élections du 2 mai 2011



Le Premier ministre canadien, Stephen Harper

que celui de Commonwealth ou de la Francophonie. Du côté de l'opposition, on assiste à une très forte percée du Nouveau Parti démocratique. Avec plus de 30 % des suffrages exprimés et 102 élus, le parti de Jack Layton devient la deuxième force politique du Canada et dispose donc pour la première fois de son histoire du statut d'opposition officielle. Ces résultats sont un véritable record pour le NPD, qui profite essentiellement d'une poussée spectaculaire au Québec. Cette percée des néodémocrates s'est faite au détriment du Parti libéral et du Bloc québécois, qui s'effondrent tous deux par rapport au scrutin de 2008 et obtiennent les pires résultats de leurs histoires respectives et leurs chefs

démissionnent, l'un le soir même, l'autre le lendemain. Le Bloc a perdu 43 sièges et est pratiquement éliminé de la Chambre des communes avec seulement 4 élus. Bien qu'en recul sensible par rapport à l'élection précédent, le Parti vert du Canada fait pour la première fois son entrée aux Communes : Elizabeth May qui devient le premier parlementaire vert élu dans l'histoire du Canada.

Chute brutale pour les indépendantistes

Les libéraux et le Bloc Québécois (indépendantistes), sont quant à eux les grands perdants de ce scrutin. Le parti libéral, dirigé par l'ex-universitaire Michael Ignatieff dont la campagne n'a pas créé d'élan décisif dans l'électorat, obtiendrait 30 sièges

contre 77 précédemment. Le Bloc Québécois, est lui crédité de seulement 4 sièges contre 47 occupés dans le parlement sortant. Une chute brutale du nombre de sièges qui a conduit Gilles Duceppe, le chef de ce parti souverainiste, à annoncer sa démission. Le gouvernement de Stephen Harper avait été renversé le 25 mars par une motion de censure votée par l'opposition et fondée sur des accusations d'«outrage au parlement» et de manque de transparence.

LES PROMESSES DU PARTI CONSERVATEUR SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE

Un gouvernement conservateur maintiendrait les baisses d'impôts aux entreprises. Cette année le taux d'imposition passe de 18 % à 16,5 %. En 2012, il s'établirait à 15 %. Le parti s'engage à conclure un accord de libre-échange avec l'Europe d'ici 2012 et un autre avec l'Inde d'ici 2013. Le parti veut geler le nombre de législations auxquelles sont soumises les entreprises. Il adopterait une règle du un pour un : «chaque fois que le gouvernement adopte un nouveau règlement, il doit éliminer un règlement existant», peut-on lire dans le programme du parti de Stephen Harper.

Le Québec

Un gouvernement conservateur se donnerait jusqu'au 15 septembre pour trouver un accord avec Québec sur l'harmonisation des taxes de vente. Il irait de l'avant avec l'acquisition des avions de chasse F-35. Il ne financerait pas le projet d'amphithéâtre à Québec. Les conservateurs soutiennent la création d'un organisme national de réglementation des valeurs mobilières, ce à quoi s'opposent plusieurs membres de la communauté d'affaires de Montréal. Dans ce dossier, le gouvernement a demandé l'avis de la Cour suprême et promet de ne pas aller de l'avant si le plus haut tribunal du pays émet un avis défavorable. Le parti s'engage à soutenir le projet Bas Churchill à Terre-Neuve, ce qui a soulevé la grogne de Québec.

Le portefeuille

Le parti promet de ne pas augmenter les impôts. Les deux mesures principales annoncées ne seront mises en œuvre que lorsque le gouvernement aura atteint l'équilibre budgétaire (prévu en 2014-2015). Le gouvernement permettrait un fractionnement de revenu des couples qui ont un enfant à charge. Encore après l'atteinte de l'équilibre budgétaire, les conservateurs s'engagent à augmenter la limite de cotisation d'un CELI, qui passerait de 5000 \$ à 10 000 \$ par année.

Les finances publiques

Le parti espère atteindre l'équilibre budgétaire en 2014-2015. Pour y parvenir, le gouvernement conservateur n'augmenterait pas les impôts et réduirait les dépenses. Un examen stratégique des dépenses du gouvernement serait entrepris. Aucune précision n'est donnée sur les services qui seraient abolis ou auraient moins d'effectifs. Le parti promet de ne pas réduire les transferts aux provinces et aux citoyens qui touchent la santé, l'éducation ou les pensions.

Un gouvernement conservateur abolirait le registre des armes à feu. En campagne, le chef, Stephen Harper, s'est engagé à ne pas ouvrir le débat sur l'avortement ou sur le mariage entre conjoints de même sexe. Il mettrait fin aux subventions des partis politiques et adopterait des lois criminelles plus sévères.

SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Dans son allocution à l'Assemblée générale à l'automne 2010, le Premier ministre a pressé les pays de tenir leurs promesses pour qu'on obtienne des solutions pratiques et durables en matière de développement. Le Canada a fait des progrès importants en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et de l'amélioration de l'efficacité de son aide internationale, notamment les suivants :

- livrer l'aide internationale canadienne et rendre des comptes de façon plus efficace en nous concentrant sur la sécurité alimentaire, les enfants et la jeunesse ainsi que la croissance économique;
- doubler le soutien au développement de l'agriculture lors du Sommet du G8 l'année dernière;
- adopter une stratégie internationale exhaustive en matière d'alimentation;
- délier l'aide alimentaire de manière à accroître substantiellement le rendement de chaque dollar dépensé;
- doubler son aide internationale mondiale par rapport aux niveaux 2001-2002, pour un total de 5 milliards de dollars en 2010-2011;
- doubler son assistance à l'Afrique, pour un total de 2,1 milliards de dollars.

Initiative de Muskoka

Le premier ministre Harper s'est prononcé en faveur du renforcement de la responsabilisation à l'échelle mondiale pour sauver la vie de femmes et d'enfants. « Les efforts du Canada portent essentiellement sur le renforcement des services de santé à l'échelle communautaire, l'amélioration de la nutrition pour les mères et les enfants, et la prévention et le traitement des maladies les plus répandues à l'origine de la morta-



Le Secrétaire Général de l'OIF, Abdou Diouf, la Présidente de la Confédération suisse, Madame Denis Leuthard et le Premier ministre canadien Stephen Harper

lité maternelle et infantile», déclare-t-il. Le Canada a pris l'engagement auprès des pays en développement au Sommet du G8 de Muskoka en 2010 que les dirigeants du G8 feraient preuve de responsabilité et de transparence en indiquant où les fonds de l'Initiative de Muskoka sont dépensés et quels résultats sont atteints. Le Canada a consacré 2,85 milliards de dollars en fonds nouveaux et continus de 2010 à 2015 à titre de contribution aux efforts mondiaux visant à réduire la mortalité évitable chez les mères et les jeunes enfants dans les pays en développement, obtenant des résultats dans trois secteurs clés : renforcement des systèmes de santé; réduction de la maladie infantile; amélioration de la nutrition.

Le commerce international

Le gouvernement Harper poursuit sa croisade en faveur du libre-échange, convaincu qu'il s'agit de meilleur moyen pour soutenir la croissance de l'économie canadienne. Après l'ALENA, le Panama, le Chili, le Pérou, la Colombie, et l'Inde, le Canada souhaitait conclure un accord de libre-échange avec le Japon. Le Japon est la troisième économie du monde et la plus importante source asiatique d'investissements au Canada. Il représente aussi le quatrième marché d'exportation en importance du Canada, avec des exportations qui se sont élevées à près de 9,2 milliards de dollars en 2010, soit une augmentation de plus de 10% par rapport à l'année précédente. Le Canada mène actuellement des négociations avec l'Union européenne afin de conclure un traité de libre-échange d'ici la fin de l'année. Les deux parties devraient finaliser la première ébauche de l'entente le mois prochain.

Et l'Afrique

Le gouvernement Harper élu majoritairement doit envisager à élaborer les nou-

velles stratégies pour le développement de l'Afrique étant donné qu'il avait affirmé lors du sommet de la Francophonie en Suisse l'amélioration des conditions de certains pays d'Afrique. Comme les investisseurs voient des opportunités de croissance en Afrique, selon l'étude réalisée par l'Entreprise d'Audit et Conseils ERNEST YOUNG, qui démontre qu'entre 2003 et 2010, les projets en Afrique sont passés de 338 à 633, soit une augmentation de 87%. D'ici 2015, le flux d'investissements directs étrangers devrait atteindre 150 milliards.

Pour ne pas laisser le champ libre à la Chine dont le commerce avec l'Afrique augmente en moyenne de 30 % par an au cours de la dernière décennie, et a dépassé la barre des 100 milliards de dollars US en 2010. Plus de 1600 entreprises Chinoises sont actuellement implantées en Afrique avec des investissements répartis dans 49 pays Africains. En plus de coopération traditionnelle comme le commerce et les infrastructures, la Chine et l'Afrique ont également obtenu des succès remarquables dans le secteur financier, des mines de transport, des énergies, de l'hydrocarbure, de la santé et de la réduction de la pauvreté.

Le gouvernement Harper devrait s'intéresser aux marchés prometteurs de l'Afrique avec une nouvelle politique basée sur le développement, le commerce et l'investissement. Comme Monsieur Harper a manifesté son intention de participer au sommet de la Francophonie qui aura lieu en automne 2012 en Afrique au Congo-Kinshasa, ce devrait être une occasion pour lui de prendre le leadership en matière de développement, du commerce et d'investissement comme il le fait actuellement avec le Maroc sur les négociations de libre-échange. ■

BARACK OBAMA



La mort de Ben Laden : un succès diplomatique pour le Président

Le Président Barack Obama a rendu hommage aux victimes du 11 septembre après la mort de Ben Laden.

La smart diplomacy initiée par Barack Obama dès janvier 2009 est effectivement en partie à l'origine d'un succès sur la mort de Ben Laden. La smart diplomacy stipule une plus grande coopération entre les Etats-Unis et ses partenaires, et surtout une plus grande responsabilité de la part des uns et des autres. Washington ne veut plus ainsi se contenter d'imposer ses vues, mais cherche à s'imposer en ravivant le soft power très présent dans les

années 1990. Le discours du Caire d'Obama, appelant à un regain de dialogue avec le monde musulman, est symbolique de cette volonté de tendre la main, et de ne plus apparaître comme une puissance hégémonique qui cherche à imposer ses vues. Sans cette redéfinition de la relation de Washington avec ses alliés, sans l'ouverture d'Obama, il est possible que Ben Laden ait encore longtemps bénéficié du soutien de responsables politiques pakistanais.

Reconnaissance de stratégie du Président Obama par les américains

Une fois n'est pas coutume, à droite comme à gauche, c'est un concert de louanges qui a escorté la nouvelle de la mort d'Oussama Ben Laden. "J'admire le courage du président", a déclaré Rudolph Giuliani, l'ex-maire de New York. Condoleezza Rice, la secrétaire d'État de George Bush, a qualifié l'opération commando d'"énorme triomphe" et même Dick Cheney, l'ancien vice-président républicain grincheux, y est allé de son petit couplet : "Je tiens à féliciter le président Obama et les membres de son équipe de Sécurité nationale". Barack Obama doit être sur un nuage. Lui qui, la semaine dernière encore, devait s'humilier en exhibant publiquement son certificat de naissance pour faire taire les critiques de droite qui clament qu'il n'est pas né aux États-Unis (et donc illégitime) a retrouvé soudain une image d'homme fort. La fin d'Oussama Ben Laden, l'ennemi numéro 1 de l'Amérique,



Barack Obama entouré du vice-président Joe Biden, Hillary Clinton et d'autres membres de l'équipe de sécurité suivent la mission contre Ben Laden à la Maison-Blanche



Barack Obama dépose une gerbe de fleurs en hommage aux victimes du 11-Septembre

renforce sa stature de commandant en chef et marque une victoire tangible dans la lutte contre le terrorisme. D'autant que c'était loin d'être joué d'avance. "C'était une décision difficile. Si les choses avaient mal tourné, il aurait été cloué au pilori", affirme Paul Wolfowitz, l'ancien numéro 2 du Pentagone de l'administration Bush. Comme Jimmy Carter en 1980 après le fiasco de la mission commando pour libérer les otages américains en Iran. Mais cette fois, l'opération semble avoir été menée de main de maître, du moins selon la version officielle. Une intervention ultrarapide de quarante minutes, dans le plus grand secret, sans pertes américaines, et effectuée non pas par un drone mais par un commando...

Changement de stratégie

À la remise de médaille posthume pour deux soldats de la guerre de Corée, Barack Obama paraissait soulagé. Pour une fois, il n'avait pas de téléprompteur et s'est laissé aller à quelques digressions hors du texte préparé. "Je crois que tout le monde peut être d'accord. C'est un bon jour pour l'Amérique...", a-t-il dit. C'est surtout une bonne nouvelle pour Barack Obama. Car depuis son arrivée au pouvoir, il n'a eu que peu d'occasions de pavoiser, entre deux guerres, une crise économique et un climat politique toxique. La mort de Ben Laden a déjà fait remonter sa cote de popularité. Et cloue le bec, du moins momentanément, aux Républicains, qui n'ont cessé de le pré-

senter comme un président mou et indécis. Barack Obama enregistre ses meilleurs résultats en matière de lutte contre le terrorisme: 72% des personnes interrogées disent lui faire confiance à ce sujet. Et 61% approuvent sa gestion de la situation en Afghanistan, une hausse de 17 points par rapport à janvier. Le sondage CBS/New York Times publié après l'assaut de dimanche par les forces spéciales contre la cache du chef d'Al-Qaïda au Pakistan, montre que 57% des Américains interrogés disent approuver le travail du président américain, contre 46% début avril.

Ces résultats font faire raisonner les républicains qui ne cessent de critiquer sa "timidité" et sa "passivité" en Libye et au Moyen-Orient et sa stratégie en Afghanistan, alors pourtant que, sur les traces de George Bush, il a accru le nombre de troupes dans ce pays et a multiplié les attaques de drones au Pakistan. Cela lui donne aussi un sérieux avantage sur ses opposants républicains qui, pour la plupart, n'ont pas d'expérience en politique étrangère et vont devoir changer leur ligne d'attaque.

La cote de popularité du président Barack Obama atteint un sommet en deux ans.

La cote de popularité du président américain Barack Obama a atteint son plus haut niveau en deux ans, à 60 pour cent, et plus de la moitié des Américains estiment

maintenant qu'il mérite d'être réélu, selon un sondage Associated Press-GfK mené après l'élimination d'Oussama Ben Laden. Signe d'inquiétude pour les républicains, la réputation du président s'est améliorée non seulement en politique étrangère, mais aussi en économie. Les indépendants, qui pourraient bien faire pencher la balance à l'élection présidentielle de 2012, sont majoritairement responsables de cette hausse, eux qui se rangent désormais derrière le président après l'avoir abandonné pendant une bonne partie des deux dernières années. Une majorité significative estime maintenant que Barack Obama est un leader fort qui gardera les États-Unis en

sécurité. Près des trois quarts des sondés (73 pour cent) disent avoir confiance en la capacité du président à gérer efficacement les menaces terroristes. Et il améliore sa cote en ce qui concerne les relations des États-Unis avec l'Afghanistan, l'Irak et d'autres pays. Malgré la stagnation de la reprise économique, 52 pour cent des Américains approuvent désormais la gestion de l'économie par le président, ce qui en fait son meilleur score dans ce domaine depuis les premiers jours de sa présidence. Cinquante-deux pour cent des Américains aiment aussi la façon dont il gère la situation du chômage au pays, qui se maintient au taux élevé de neuf pour cent. L'écono-

mie reste une question de premier plan pour les électeurs américains. Leur perception des perspectives budgétaires s'est améliorée après la publication, d'un rapport positif sur la situation de l'emploi, qui a montré que les entreprises américaines sont présentement dans une phase d'embauche. Les Américains sont maintenant plus nombreux à penser que l'économie va mieux que le mois dernier et que cette tendance va se poursuivre au cours de la prochaine année. Les Américains sont également plus nombreux (45 pour cent, contre 35 pour cent en mars) à estimer que les États-Unis se dirigent dans la bonne direction. ■

Monde arabe et Proche-Orient: Barack Obama offre un soutien pragmatique

Deux ans après son discours du Caire ambitieux – Barack Obama entend soutenir la démocratisation du monde arabe. Depuis le département d'Etat, il a redéfini la politique étrangère américaine dans la région. Deux objectifs principaux: «soutenir l'élan démocratique» du printemps arabe et «faire avancer» le processus de paix israélo-palestinien. S'il reconnaît que Washington a un rôle à jouer, il l'a plusieurs fois répété: les peuples ont leur destin entre leurs mains. Barack Obama a estimé que la mort d'Oussama ben Laden était une bonne occasion de revoir en profondeur les relations entre les États-Unis et le monde arabe, la priorité de Washington étant à ses yeux d'encourager les changements démocratiques dans ces pays.

Dans un discours entièrement consacré à la politique arabe de son administration, le président américain a accentué la pression sur le président syrien Bachar al Assad, en déclarant pour la première fois qu'il devait cesser de réprimer les manifestations et conduire une transition démocratique, "ou bien partir".

Voyant dans les soulèvements populaires au Proche-Orient une "occasion historique", il a assuré que l'avenir des États-Unis était lié à celui du monde arabe, en proie depuis janvier à des soulèvements sans précédent, de la Tunisie à l'Égypte ou encore au Yémen. "Les peuples se sont dressés en exigeant leurs droits fondamentaux. Deux dirigeants ont quitté le pouvoir. D'autres pourraient suivre", a-t-il dit devant un parterre de diplomates américains et étrangers, au département d'Etat à Washington. Ses efforts pour revoir en profondeur les relations avec le monde



arabe se heurtent à un certain scepticism face à ce que beaucoup ont considéré comme une attitude hésitante et variable de Washington face aux soulèvements du monde arabe, qui ont menacé ou menacent encore à la fois des régimes ennemis et des régimes alliés des États-Unis.

Le président américain, qui cherche à reprendre l'initiative, a choisi de s'exprimer sur sa politique arabe un peu plus de deux semaines après la mort d'Oussama ben Laden, tué le 2 mai au Pakistan par les forces spéciales américaines. "Nous avons porté un énorme coup à Al Qaïda en tuant son dirigeant", a dit Obama. "Ben Laden n'était pas un martyr, c'était un massacreur (...)", a-t-il ajouté.

LE PROCESSUS DE PAIX ÉVOQUÉ

Illustration du soutien de Washington aux aspirations démocratiques, il a promis un

nouveau programme d'aide spécialement destiné aux pays qui s'ouvrent aux réformes politiques, et en premier lieu la Tunisie et l'Égypte. Ce programme consistera notamment à aider ces pays à récupérer les avoirs dérobés par leurs anciens dirigeants. Obama s'est élevé contre les efforts que pourraient engager les Palestiniens pour isoler Israël lors de la prochaine assemblée générale des Nations unies en septembre. "Pour les Palestiniens, des efforts visant à priver Israël de sa légitimité tourneront à l'échec. Les actes symboliques destinés à isoler Israël aux Nations unies en septembre ne créeront pas un État indépendant", a-t-il dit, en réaffirmant le caractère inébranlable de l'engagement des États-Unis aux côtés d'Israël.

Dans ce discours, Obama est allé plus loin que par le passé, en exposant les paramètres d'un accord entre Israël et les Palestiniens, sans aller pour autant jusqu'à dévoiler un plan de paix américain. Selon lui, tout accord créant un État de Palestine doit s'appuyer sur les lignes de 1967, moyennant des échanges de territoires. Des initiatives de paix au Proche-Orient s'avèrent plus urgentes que jamais, a estimé Obama, qui juge intenable le statu quo actuel dans le processus israélo-palestinien. Selon lui, Israël va devoir faire preuve d'audace pour favoriser une paix durable. La relance des pourparlers directs en septembre dernier, sous l'égide des États-Unis, s'est rapidement soldée par un échec en raison du refus israélien de prolonger un moratoire sur les constructions dans les colonies juives en Cisjordanie. ■

Réchauffement climatique: des experts recommandent aux autorités américaines d'agir sans tarder

Un groupe d'experts chargé par le Congrès américain d'émettre des recommandations sur la lutte contre le réchauffement climatique a affirmé que les États-Unis ne devaient pas attendre pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, précisant que toute initiative visant à retarder ces efforts était de courte vue.

_____ Dominique Lamare

Le rapport publié par le comité de 22 experts mis sur pied par le Conseil national américain de recherche (NRC) estime que les États-Unis devraient changer de cap dans ce dossier, mais reconnaît que certaines stratégies pourraient buter sur des obstacles politiques.

"Nous savons bien qu'il vaut mieux agir plus tôt que plus tard, et que l'incertitude est une raison d'agir plutôt que de ne pas agir", a déclaré Albert Carnesale, le président du comité, qui réunit notamment des scientifiques, économistes, anciens hommes politiques. L'avis du comité intervient alors que les républicains et certains démocrates au Congrès s'efforcent d'empêcher le gouvernement fédéral de limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans le pays. Dans son rapport, le comité met en garde contre les risques liés au réchauffement. Chaque tonne



Albert Carnesale, président du comité

dernier, Barack Obama a déclaré qu'il chercherait d'autres moyens de lutter contre le réchauffement.

Le comité estime qu'à défaut de loi nationale votée au Congrès, la lutte contre le réchauffement pourrait passer par des mesures au niveau local et régional, par exemple pour exiger qu'une partie de l'électricité produite vienne de sources d'énergie propres. Les experts suggèrent également que l'administration Obama instaure des normes en vertu de la loi sur l'air propre (Clean Air Act). Ce à quoi les républicains du Congrès tentent de s'opposer.

Le représentant démocrate Henry Waxman, qui avait rédigé le texte adopté en 2009 à la Chambre, a salué le rapport. "Les républicains à la Chambre devraient avoir honte de leurs votes niant le changement climatique", a-t-il dit. "Si nous attendons pour agir, il pourrait être trop tard pour éviter à la planète des changements irréversibles ■



supplémentaire de GES dans l'atmosphère risque d'augmenter ultérieurement le coût de la lutte contre le changement climatique pour les États-Unis, expliquent les experts. Ils soulignent que le moyen le meilleur et le plus économique de lutter contre le réchauffement est de donner une valeur la pollution au dioxyde de carbone via un système de taxe ou de marché.

La Chambre des représentants, alors contrôlée par les démocrates, avait adopté un texte en 2009 pour créer un marché des émissions de GES. Bien que soutenu par le président Barack Obama, le projet avait été enterré au Sénat sur fond de craintes qu'il n'augmente les prix de l'énergie, et de campagne républicaine contre cette mesure. Après les élections de mi-mandat l'an



MONDE

Record de milliardaires

Les États-Unis et la Vieille Europe poursuivent leur déclin dans la liste 2011 du magazine Forbes, qui confirme que le Mexicain Carlos Slim reste l'homme le plus riche du monde, et les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) affichent une progression insolente.

Pour la deuxième année consécutive dans le classement annuel du magazine, l'homme le plus riche du monde n'est plus un Américain, mais le Mexicain Carlos Slim (74 milliards de dollars), qui devance Bill Gates (56 milliards). Si ce n'était l'importance de ses donations, le cofondateur de Microsoft occuperait cependant la première place. En un an, le roi mexicain des télécommunications et sa famille ont accru leur patrimoine de plus de 20 milliards de dollars.

Chez les puissants de la planète, la crise est bien oubliée : le nombre total de milliardaires est de 1 210 en 2011, un record absolu depuis les vingt-cinq ans d'existence de ce classement, et 214 de plus que l'an dernier. Tous ensemble, ces oligarques pèsent 4 500 milliards de dollars, soit plus que le produit intérieur brut de l'Allemagne, souligne Forbes.

PLUS DE MILLIARDAIRES À MOSCOU QU'À NEW YORK

Les États-Unis restent en tête avec 413 milliardaires, mais ils ne représentent plus que 33 % des milliardaires de la planète contre 40 % l'an dernier et 50 % il y a dix ans. Et l'Europe, encore continent numéro deux en 2010 avec 248 milliardaires, est battue par la région Asie-Pacifique qui prend sa place au classement et bondit de 234 à 332 milliardaires, presque 100 richissimes de plus en une seule année.

Si l'Europe conserve un rang honorable avec 300 milliardaires – 52 de plus que l'an dernier –, c'est surtout grâce à la Russie, qui sauve la Vieille Europe occidentale.

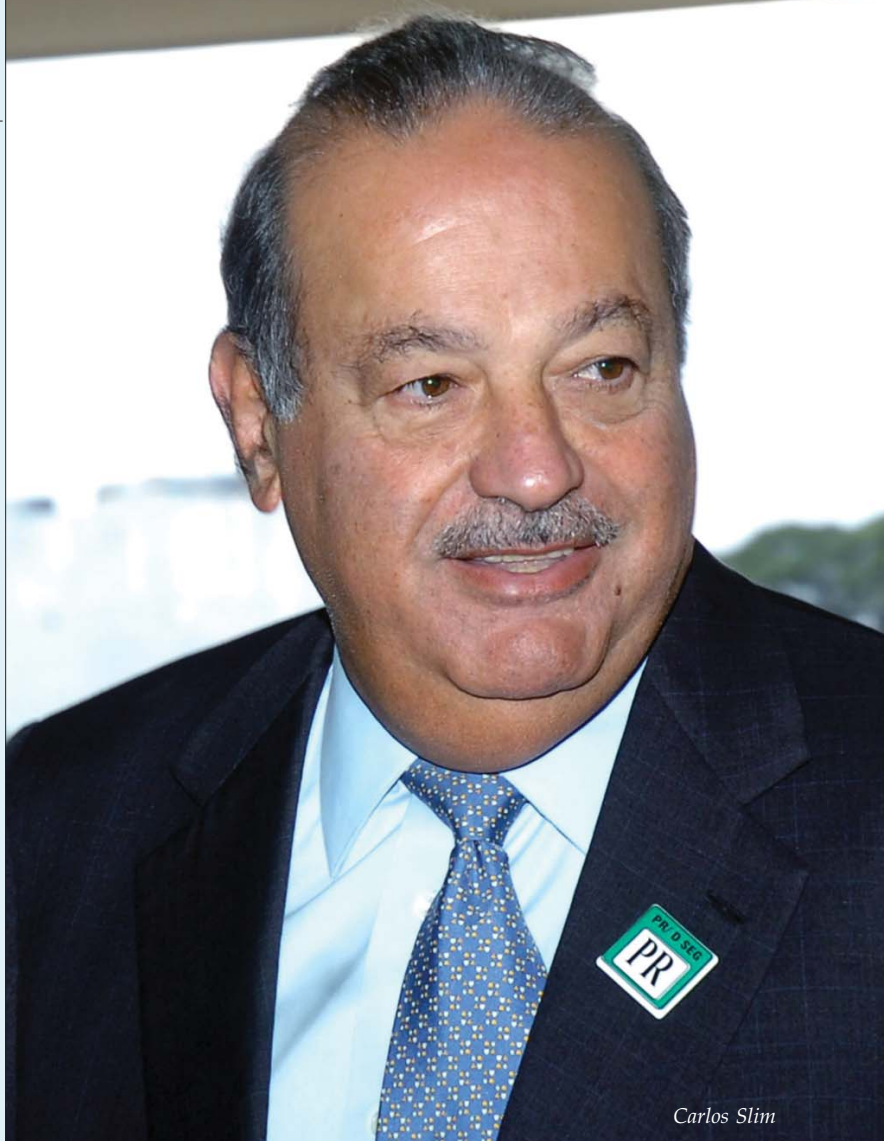
Parmi les dix premières fortunes mondiales, le Français Bernard Arnault (LVMH) et l'Espagnol Amancio Ortega (de la marque d'habillement Zara) sauvent la mise. Pour la première fois, Moscou bat New York en nombre de milliardaires et devient la ville du monde qui en compte le plus : 79, soit 21 de plus en un an, contre 58 à Manhattan. "Ces résultats reflètent les changements extraordinaires qui se produisent dans l'économie mondiale", a estimé au cours d'une conférence de presse Steve Forbes, rédacteur en chef du magazine. "La grosse histoire, c'est ce qui se passe dans ce qu'on appelle les BRIC. Le leadership des États-Unis se réduit, c'est une vraie tendance de fond", a-t-il souligné.

"LA CHINE A VRAIMENT DONNÉ LE 'LA' CETTE ANNÉE"

"La Russie passe de 60 à 101 (milliardaires), la Chine de 69 à 115, Hong Kong de 25 à 36, l'Inde de 49 à 55... L'économie se relève, mais pas partout de la même façon", a-t-il commenté. "Les maîtres mots sont: BRIC, matières premières, Asie-Pacifique. Le Japon, qui semblait devoir

conquérir le monde il y a vingt ans, se tait, les États-Unis sont enlisés, et l'Europe se maintient grâce à la Russie", a poursuivi M. Forbes. "La Chine a vraiment donné le la cette année", a renchéri Luisa Kroll, une des responsables de la rédaction. Selon elle, "il est plus facile de devenir riche aujourd'hui en s'installant à Shanghai" qu'ailleurs. L'Asie, surnommée "l'usine à milliardaires", en produit de plus en plus : outre les 115 Chinois, il faut compter avec 55 Indiens, 26 Japonais et 14 Indonésiens. Leurs richesses proviennent de l'immobilier, de l'industrie manufacturière, de la mode et du commerce de détail.

Le Proche-Orient et l'Afrique comptent eux aussi 19 nouveaux milliardaires, notamment la Turquie, avec 10 de plus, soit 38 au total. Enfin, Mark Zuckerberg, le cofondateur du réseau social Facebook, bondit à la 52e place avec une fortune estimée à 13,5 milliards de dollars, mais tout a un prix : il n'est plus le plus jeune. Il est battu par son collègue Dustin Moskovitz, également cofondateur de Facebook, qui fait son entrée au club au 420e rang, et est âgé de huit jours de moins que lui. ■



Carlos Slim

La Chine prête à investir davantage dans l'euro

La Chine a signalé qu'elle était prête à acheter davantage de dette auprès des États les plus faibles de la zone euro, dans l'espoir de contribuer à stabiliser les finances fragiles du bloc et de protéger ses propres intérêts commerciaux.

La Chine est en effet désireuse de diversifier ses réserves en devises, qui ont atteint \$3.050 milliards au premier trimestre, avec l'euro comme première alternative au dollar, qui représente près des deux-tiers de ses avoirs. Même s'il est peu probable que la Chine achète massivement des obligations en Europe.

Après avoir investi des milliards d'euros en obligations portugaises et grecques pour diversifier ses « énormes » réserves de devises et s'écarter un peu du dollar, la Chine envisage à présent d'en acheter plus. La Chine est également en pourparlers pour investir en Espagne, y compris dans la réorganisation des banques d'épargne espagnoles en difficulté. Inquiète de pouvoir être à son tour prise dans la crise de la dette européenne, l'Espagne souhaite attirer des capitaux frais vers ses banques pour assurer à ses investisseurs que son système financier n'a pas besoin d'être secouru, comme l'ont été le Portugal, la Grèce et l'Irlande. À cet effet,



L'Ambassadeur de Chine auprès de l'Union européenne, Song Zhe

le président du gouvernement espagnol Jose Luis Rodríguez Zapatero s'est en Chine et à Singapour pour persuader ces pays que la dette et les banques espagnoles sont un bon investissement. Ce voyage ne s'est cependant pas fait sans confusion, après que le fonds chinois ait réfuté les commentaires du gouvernement espagnol qui avait dit qu'il pourrait investir \$9 milliards en Espagne. L'Ambassadeur de Chine auprès de l'Union euro-

péenne, Song Zhe, a de son côté mis en garde contre toute restructuration de la dette grecque, qui pourrait occasionner des pertes aux détenteurs de bons, dont la Chine, ajoutant que Pékin avait intérêt à la stabilité de l'économie européenne et à une reprise rapide après la crise, alors qu'il réitérait le soutien de son pays à l'Euro. Les remarques de Song arrivent quelques jours après que l'agence de notation Standard & Poor's ait menacé de rétrograder le classement du crédit américain. La Chine a réagi à cette annonce en disant que les États-Unis se devaient de prendre des mesures responsables pour protéger les investisseurs dans leur dette.

Il faut cependant se garder d'attentes trop fortes envers un changement majeur des investissements. Tout le monde rêve des réserves chinoises. Mais les Chinois savent que s'il y a une restructuration de la zone euro, ils y laisseront des plumes. La Grèce subit des pressions croissantes pour chercher une manière de restructurer sa dette, avec des marchés qui prennent cette hypothèse en considération et un conseiller du gouvernement du grand argentier de la zone euro, l'Allemagne, l'ayant décrite un peu plus tôt comme inévitable. ■

L'Ambassadeur des États-Unis en Angola qualifie d'important l'investissement dans l'éducation

L'ambassadeur des États-Unis en Angola, Christopher McMullen, a qualifié à Luanda, d'important l'investissement dans l'éducation, car il s'agit de la création d'une force de travail hautement qualifiée, pour garantir un rapide développement de quelconque nation. Christopher McMullen, qui parlait à la cérémonie d'inauguration du Lectorat et Centre d'Enseignement de la Langue Anglaise du département de langues et littératures de la Faculté de Lettres de l'Université Agostinho Neto, a fait savoir que l'avenir d'Angola dépendait de l'appui à l'éducation de la nouvelle génération.

Comme dans une grande partie de l'Afrique, a-t-il ajouté, l'Angola est un pays avec une population jeune et de vaste potentiel, d'où il s'agit d'une génération qui a besoin d'instruments pour concrétiser ses objectifs. "À la fin, les jeunes seront les fu-

turs docteurs, ingénieurs, professeurs et professionnels", a-t-il indiqué. "L'UAN, étant l'université publique angolaise la plus ancienne, a un rôle spécial à jouer dans ce processus. Moi, je me suis licencié et j'ai donné cours dans une université publique aux États-Unis et je veux confirmer personnellement l'importance de ces institutions, car les universités publiques garantissent aux milliers d'étudiants, une opportunité d'obtenir une formation à des coûts accessibles", a-t-il expliqué.

Selon le diplomate, la Paragon Angola, entreprise qui offre le lectorat, est également un partenaire important dans cette initiative. Son fort appui à l'éducation, en particulier à l'enseignement de la langue angolaise est représentatif du souhait, parmi les compagnies internationales, de munir les jeunes de compétences importantes. Fréquemment, a-t-il fait observer, des jeunes Angolais demandent comme ils

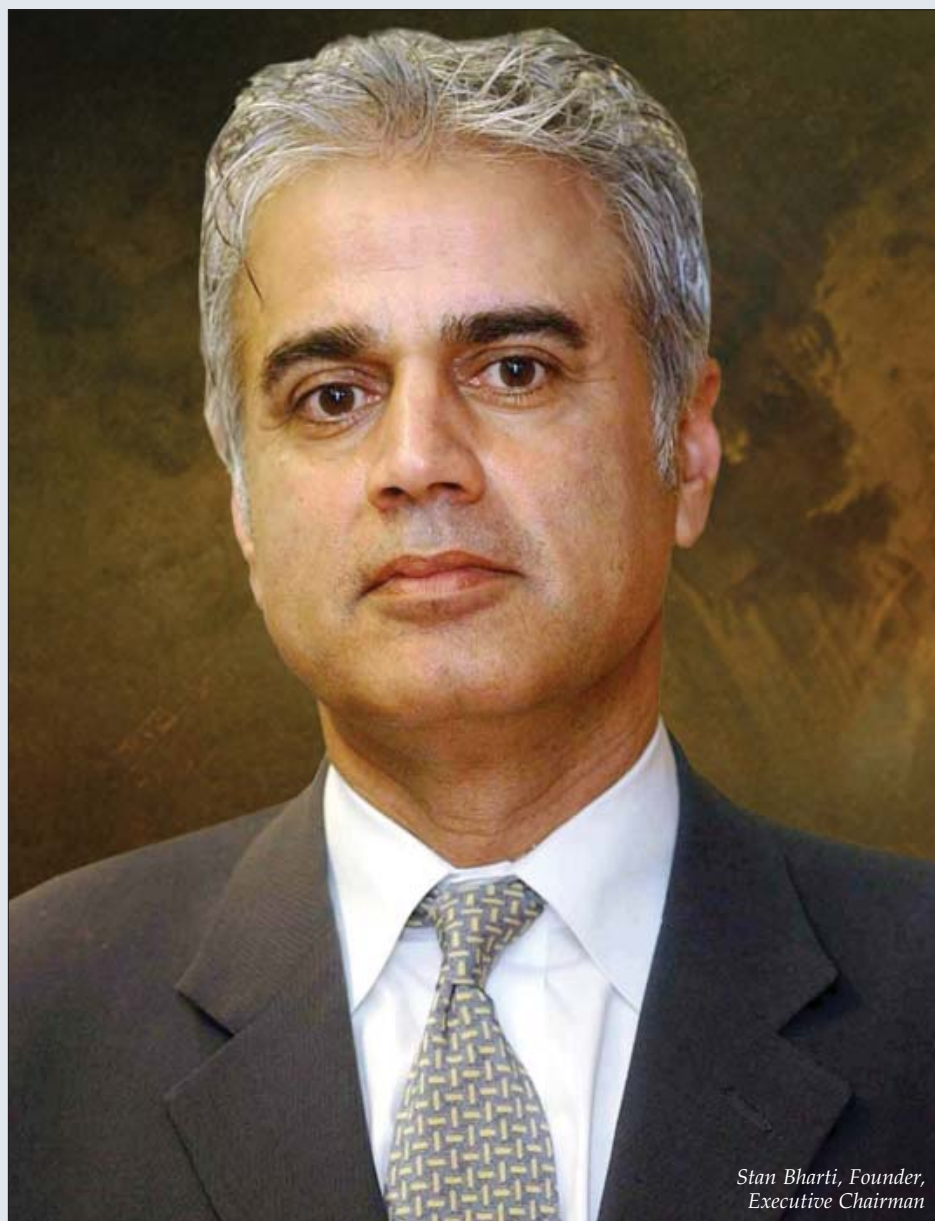


peuvent augmenter leur probabilité de succès, vu que l'éducation est la clé et la connaissance de la langue ouvrira des portes pour le futur emploi, ainsi qu'augmenter la capacité communicative, étant donné que c'est une langue de la SADC, de la technologie et du commerce international. Selon lui, l'appui de l'ambassade de son pays à l'enseignement de la langue angolaise consiste à des initiatives au profit spécialement des professeurs, vu qu'ils des multiplicateurs et répandent leur connaissance, félicitant ainsi les professeurs de UAN pour leur engagement à aider les jeunes à apprendre l'anglais. ■

FORBES & MANHATTAN

A leader in the global resource-focused sectors

Forbes & Manhattan Inc. ("F&M") is a private merchant bank based in Toronto, Ontario, Canada, with offices, operations and assets across the globe. F&M uses its industry proven technical and financial team, along with its capital, to incubate, finance and manage public and private companies in the junior resource sectors. We create shareholder value by uniting a successful combination of assets, financial backing, technical strength and marketing support throughout the entire corporate lifecycle.



*Stan Bharti, Founder,
Executive Chairman*

Our goal is to unlock the value in resource assets over a 3 to 6 year time horizon. We also target struggling assets that have the potential to become world-class, and look to apply our skills to improv, redesign and turn around operations in order to drive value.

F&M has successfully founded and managed over 30 public entities, and a number of private operations, from our Toronto headquarters and our other global offices. Our group of companies have found that F&M provides the following value proposition:

- **Faster Time to Close** – When necessary, we have taken less than 4 weeks to move from a signed term sheet to the closing of the transaction. The ability to close very quickly addresses any short-term need for capital.
- **Integrated Leadership** – F&M takes an integrated approach to working with its group of companies, focusing on direct involvement at the Senior Management, Board and Technical Advisory levels. F&M brings unique strengths to the table due to its shared service approach, which results in significant cost savings.

Stan Bharti, P.Eng., Founder, Executive Chairman

Stan Bharti brings over 30 years of business, management and financing experience to F&M. Over the last ten years, Mr. Bharti has been involved in acquiring, restructuring, and financing mining companies and mining assets. Mr. Bharti has raised over \$3 billion in public market capital over the last five years.

Stan Bharti explains Forbes & Manhattan's market success

Vancouver - Hitting it big with one company during a career spanning more than two decades in the public mining sphere is certainly commendable. Two big market successes might even be considered remarkable. When it reaches three or more, however, a certain pattern of success starts being attributed to the individual or organization. Such is the case with Stan Bharti and his Forbes & Manhattan group. Forbes now controls roughly 25 publicly traded companies focused on the resource sector with a combined market capitalization of several billion dollars. It employs over 50 mining engineers and geologists, more than 40 financial professionals and four full-time securities lawyers. It has raised at least \$3 billion for exploration and development over the past four years. And all the while it is exploring for economic mineral deposits across more than 40 projects located in 22 countries around the world.

From precious metals producers to base metals explorers, from energy companies to fertilizer companies to commodity traders, the Forbes group has had more than its fair share of successes recently, as well as a few letdowns. In a telephone interview from the group's head office in Toronto, Forbes' founder and executive chairman, Stan Bharti, explained the reasons behind his company's relatively high rate of success and what he says it takes to run one of Canada's largest resource groups. "We've been able to hire very good people, that's been a key part. "I tell people, we don't trade stocks - we build assets. When I get involved in a deal, I know it's three to five years before I'll unlock the value and sell the stock, because that's how long it takes."

Born and raised in India until he was 16, Bharti left to complete a mining engineering degree in Moscow and later a master's degree in London. He found a job with Falconbridge in Sudbury, Ontario, and made the move to Canada in the 1970s. After more than a decade working as an engineer, Bharti co-started a successful mining consulting and contracting firm in the late 1980s called Bharti Laamanen Mining, or BLM, which also acquired struggling mining assets and tried to turn them around. The business essentially went public in 1994 when it was acquired by Toronto Stock Exchange-listed William Resources, with

Bharti becoming president. We did a lot of acquisitions," recalls Bharti, who led William Resources to projects in South America, Mexico, Australia and Scandinavia, including the Jacobina gold mine in Brazil and the Bjorkdal gold mine in Sweden. By 1997 the company was producing more than 200,000 gold ounces per year, but a series of debt-laden, share-dilutive acquisitions proved to its downfall when commodity prices plummeted at the end of the decade. Bjorkdal went into receivership, Jacobina was shut down, and William was forced to restructure about \$70 million of debt. The stock fell to a few pennies before the company reorganized itself as William Multi-Tech, a "technology incubator," amid the 2000-2001 internet bubble. That didn't amount to much, however, and by 2003 William had rolled back its shares 1:100 and changed its name to Valencia Ventures (VVI-V) which is how it remains today. (Remarkably, it remains in the control of Forbes & Manhattan, though it trades for around 8¢ a share and is currently run more or less as a shell.) As Bharti tells it, when the resource sector started to bottom out at the end of 2001, he and his team thought of a better business model than that of William Resources.

"What we recognized was that the biggest value proposition is in junior stocks. The challenges and difficulties with junior stocks are that most junior companies don't have the financial know-how, the technical know-how and cannot hire the technical/financial expertise to build these companies to where they should go, to unlock the value of the asset. "And for juniors to unlock the value of these assets isn't a two-month process, it's a three-to five-year process. You have to take a good asset, put a good management team around it, support it with financial and technical backup, and then unlock the value slowly by taking a project from advanced exploration through to feasibility and production. So we said let's create a model that allows us to do that." Bharti started the family-owned merchant bank Forbes & Manhattan in 2001 to invest in junior exploration companies and their assets. He brought in lawyers, accountants, engineers, geologists, IR people, "the total



depth, so that it could operate like a major, like a Barrick, without the overhead of a Barrick. "We started initially with two or three companies, and it's grown now, we've got about 25 companies within the group... but the model is the same. We will either find an asset, put it into a shell, put our own capital into it and then built it over three to five years, or look for an undervalued asset that is in a public company, invest in the public company - and that way take control of it - and then unlock the value." Forbes' first success came in the form of Desert Sun Mining, which optioned the mothballed Jacobina gold mine from a restructuring William Multi-Tech in early 2002.

Three years worth of exploration, infill drilling, metallurgical testwork, advanced modelling and construction brought Jacobina back to production at a rate of around 100,000 gold ounces per year in 2005. Major gold miner Yamana (YRI-T, AURY-N) then picked up the company in 2006 for \$450 million, or around \$7.50 a share. An even bigger winner for Forbes was Consolidated Thompson Iron Mines. On May 12, 2011, resource giant Cliffs Natural Resources (CLF-N) closed its acquisition of the Quebec-focused iron ore producer for \$ 4.9 billion. Along the way, Forbes has carved out a reputation in the mining industry for bringing mid-sized, advanced-stage mineral projects to production quickly. Typically, the projects will be in districts which are difficult for juniors to work in or projects that are deeply discounted by the market for a variety of reasons. The group's Peruvian explorer Sulliden Gold (SUE-T) suffered for almost a decade from land claim problems and an overbearing local drug lord before Forbes came in and brokered a

deal in 2009; its Avion Gold (AVR-T) was transformed with the 2008 acquisition of the Tabakoto gold mine in Mali from a formerly beleaguered Nevsun Resources (NSU-T, NSU-N); Allana Potash (AAA-V) picked up a past-producing potash project in Ethiopia; Apogee Silver (APE-V) operates in troubled Bolivia; Vast Exploration (VST-V) acquired a block of oil claims in northern Iraq's Kurdistan region; the list goes on. Bharti attributes the usually accretive acquisitions to his large network of contacts and the even larger network of his international advisory board. The board includes five retired military generals (three from the U.S. and one each from Canada and the U.K.), a former Canadian Minister of Foreign Affairs and, most interestingly, former CNN talk show host Larry King. "These advisers help you open doors in developing countries," explains Bharti. "I sometimes tell people you can either buy political insurance, or you can have a good adviser that's connected in the country." He notes Vast Exploration's acquisition of its Iraqi oil claims, in which retired General Jay Garner, the man who first governed Iraq after the 2003 U.S.-led invasion, helped introduce Forbes to the right people and sign a deal. According to Simon Marcotte, Forbes' vice-president of corporate development, Larry King has even helped the company arrange a meeting with Vladimir Putin, the

current prime minister of Russia. And while this extensive network has often helped Forbes obtain many potentially valuable assets, it has not always led to a smooth ride for shareholders afterward.

Several recent Forbes promotions have ended up as underachievers lately as they struggle with production issues, notwithstanding their impressively quick construction times. Forbes' Crocodile Gold (CRK-T), for example, hit a high a \$2.40 in early 2010 after Bharti and his team put the company's Australian gold mines into production within a year of taking control. Crocodile has since slumped to its current one-year low of 75¢ after a series of problems hampered production, such as monsoonal rainfall, maintenance issues and lower-than-expected grades. After originally forecasting 2010 production targets of 120,000 gold ounces, it poured just 81,800 ounces at an average cash cost of \$1,109 per ounces during the year. For 2011, it predicts similar production in the range of 85,000 ounces to 100,000 ounces, much less than the original forecasts of 200,000 ounces. At Alexis Minerals' (AMC-V) Lac Herbin gold mine in Val d'Or, Quebec, the company produced 22,600 gold ounces in 2010 at an average cash cost of \$1,261 per oz. (this ballooned to \$2,020 per ounces in the fourth quarter). The company's average realized gold price: \$1,215. Shares of Alexis are down from 20¢ at the

start of 2011 and from around 50¢ the year before; they currently trade around 9¢ apiece. Nevertheless, Forbes still hopes to turn both the mine and the company around. It raised \$17.5 million this month for Alexis in order to advance its Snow Lake gold project in Manitoba toward production as well as lower costs at Lac Herbin.

"Some assets we've just not been able to unlock the value," admits Bharti. He points to what happened at Crowflight Minerals (CML-T) last year as one example. (After facing mining difficulties and financing issues at the company's Bucko Lake underground nickel mine in northern Manitoba, Forbes lost control of the company to its current Chinese backers, the Hebei Wenfeng Industrial Group.) "Don't forget, some of the assets that we acquire, sometimes they take some time. The market sometimes doesn't have the patience. Our goal is always to take the project to the final degree. That's the way you unlock the value." And like any good promoter with a handful of companies to choose from, chairman Bharti could not quite be persuaded to choose just one as his favourite. "I really only get involved in projects that I'm passionate about and really believe in. These are all projects that I think have a lot of potential, especially in a bull market for commodities." ■

Source: *The Northern Miner*

<http://www.northernminer.com>

The Honourable Pierre S. Pettigrew, P.C., L.L.D. Executive Advisor, International Advisory Board of Forbes & Manhattan

Pierre S. Pettigrew is currently Executive Advisor, International, for Deloitte, where he is a valued resource to senior Deloitte leaders in Canada and throughout Deloitte Touche Tohmatsu globally. In 2007, he chaired the Warwick Commission – an international commission of policy makers and researchers tasked with examining the global trading system and making recommendations about its future shape and direction. Pierre has also become a highly regarded member of World Trade Organization (WTO) panels in Geneva, where he helps resolve trade disputes between member countries.

He is also the only Canadian on the Board of the prestigious Inter-American Dialogue in Washington, D.C. He is the mentor of two doctorate scholarship students at the Trudeau Foundation. Mr. Pettigrew has led a distinguished career in both the public and private sectors. He led a number of senior departments in his 10 years as a minister in



successive governments of Canada. From 1985 to 1995, prior to serving in government, Pierre was an international business consultant with Deloitte. During his tenure, he emerged in the media as a strong voice for business and an articulate analyst of GATT, World Trade Organization (WTO) and North American Free Trade Agreement (NAFTA) negotiations. His visibility as an

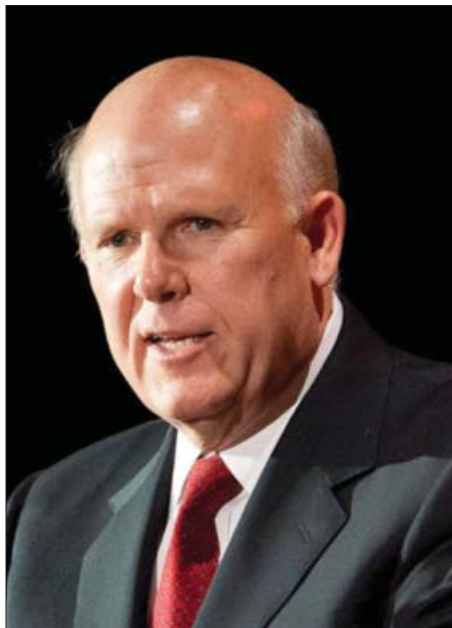
expert in international trade issues garnered him an appointment to the federal cabinet even before his election to the Canadian parliament. As Minister of International Trade, he chaired several working groups on tough international trade negotiations with many foreign countries. He also led trade missions to China, India, Russia, Germany, Algeria, Morocco, South Africa, Nigeria and Mexico. His international insight led to his appointment to his final cabinet role as Foreign Affairs Minister of Canada.

He thus became the first trilingual Foreign Affairs Minister, speaking French, English and (Castilian) Spanish. One of his crowning achievements in this role was to conduct an international policy review of the government. This review, lauded both nationally and globally, led Canada to adopt a very modern and fully integrated approach to diplomacy, defence, trade and development in international affairs. In acknowledgement of his countless achievements and contributions to politics, public service, and international business and trade, the United Kingdom's University of Warwick awarded Pierre with an Honorary Doctorate of Law on July 17, 2008. ■

GM investit 2 milliards \$US dans ses usines américaines

Le fabricant automobile américain General Motors investira deux milliards de dollars américains dans 17 de ses usines américaines, ce qui devrait créer ou aider à maintenir 4000 emplois.

L'entreprise est optimiste quant à la demande croissante pour ses véhicules dans les prochaines années, a affirmé le PDG de GM Daniel Akerson, lors d'une conférence de presse à Toledo, dans l'État de l'Ohio. Cette nouvelle somme s'ajoute aux 3,4 milliards de dollars d'investissements qui ont permis de créer ou sauvegarder plus de 9000 emplois depuis la mi-2009, précise-t-il. Une partie de l'investissement servira à donner davantage d'heures de travail aux employés actuels et à fabriquer de nouveaux modèles de véhicules. La compagnie n'a pas précisé l'échéancier de ces investissements. GM affirme que d'autres annonces seront faites au cours des prochains mois, mais ne précise pas dans quelles autres usines l'entreprise songe à



PDG de GM Daniel Akerson

investir. On ne précise pas non plus les retombées de ces investissements au Canada. La semaine dernière, GM a annoncé avoir fait un profit de 3,2 milliards de dollars au premier trimestre, trois fois plus élevé que l'an dernier. Les revenus de l'entreprise ont augmenté de 15 %, à 36,2 milliards de dollars pour les trois premiers mois de l'année par rapport à l'an dernier. Le constructeur a connu en 2010 sa première année rentable depuis 2004.

GM, qui pendant la crise économique croulait sous les dettes alors que le marché automobile s'effondrait, avait dû déposer son bilan en juin 2009. Il en était ressorti en juillet, délesté d'une grande partie de ses dettes et avec une structure allégée. La compagnie a entre autres bénéficié d'une aide de 52 milliards de dollars du gouvernement américain, mais a dû licencier des milliers d'employés au cours de cette restructuration. GM emploie 202 000 personnes dans le monde, dont 77 000 aux États-Unis et 9000 au Canada. ■

PLAN DU NORD DU QUÉBEC

80 milliards d'investissements publics et privés sur 25 ans

Le Plan Nord se déploiera sur les 25 prochaines années et entraînera des investissements de plus de 80 milliards de dollars. Il permettra de soutenir, en moyenne, 20 000 emplois par année. Il procurera au gouvernement des revenus de 14 milliards de dollars au gouvernement, dont 8,9 milliards de dollars en recettes fiscales, 3,1 milliards de dollars en droits miniers et 2,2 milliards de dollars en redevances hydrauliques. De plus, 25 % des redevances minières, pétrolières et gazières, au-delà de 200 millions de dollars par année, seront versées au Fonds des générations à partir de 2014-2015.

Le premier ministre Jean Charest a annoncé des investissements de 2,1 milliards de dollars sur cinq ans pour mettre en oeuvre le Plan Nord. Une nouvelle société d'État, la Société du Plan Nord, sera créée pour coordonner ce vaste chantier qui représente des investissements publics et privés de 80 milliards sur 25 ans. Québec a confirmé 11 nouveaux projets miniers en développement au nord du 49^e parallèle. Ces mines seront en exploitation d'ici cinq ans, assure-t-on. Québec s'engage à déve-

lopper 3500 MW additionnels d'énergie renouvelable au cours des 25 prochaines années. «C'est un plan axé sur le développement durable» qui se fait «en partenariat avec les communautés autochtones», a affirmé Jean Charest lors de la présentation du Plan Nord.

Selon le premier plan d'action sur cinq ans, près de 1,2 milliard sera consacré au développement des infrastructures.

Les entreprises privées paieront le tiers de la facture de construction de nouvelles routes qui répondent essentiellement à leurs besoins, pour accéder à une mine par exemple. Québec estime que le Plan Nord engendrera des investissements privés et publics de 80 milliards,

dont 47 pour le développement d'énergies renouvelables et 33 pour le développement du secteur minier et des infrastructures publiques comme les routes et les aéroports. Quelque 20 000 emplois seront créés ou maintenus en moyenne par année - 500 000 sur 25 ans. Québec s'attend à engranger des revenus de 14 milliards, toujours sur 25 ans. L'impact sur le PIB est évalué à 162 milliards. ■



Le premier ministre du Québec Jean Charest

La zone euro soutient Mario Draghi pour la présidence de la BCE

Les ministres des Finances de la zone euro ont donné leur accord de principe pour que l'Italien Mario Draghi succède à Jean-Claude Trichet à la présidence de la Banque centrale européenne (BCE), a annoncé leur chef de file, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker. "Nous venons de désigner à l'unanimité Mario Draghi comme successeur de Jean-Claude Trichet", a déclaré M. Juncker lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion à Bruxelles des ministres des Finances de la zone euro. Sa nomination formelle devra toutefois encore attendre le prochain sommet fin juin des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne.

Daniel Wamu

"UN DIGNE SUCCESSEUR" DE JEAN-CLAUDE TRICHET

"Mario Draghi sera le nouveau président de la BCE, il jouit d'une réputation internationale et européenne excellente, il a su prouver qu'il est fortement attaché à l'euro, à l'Union économique monétaire, à l'UE et sa construction et son intégration", a encore commenté M. Juncker. "Il rassemble tous les éléments pour être le digne successeur de Jean-Claude Trichet, qui fut un éminent président de la banque", a-t-il ajouté. M. Trichet, dont le mandat s'achève fin octobre, sera resté huit ans à la tête de l'institut monétaire de Francfort. Lui succéder sera une lourde tâche pour l'actuel gouverneur de la banque centrale d'Italie, avec une crise de la dette qui risque de peser sur la zone euro pendant encore de longs mois. La chancelière allemande Angela Merkel a affiché son soutien à la candidature de Mario Draghi pour la Banque centrale européenne (BCE), qui ne devrait ainsi plus rencontrer d'obstacles pour succéder à Jean-Claude Trichet à la présidence de la BCE.

Le porte-parole d'Angela Merkel a dit qu'elle se tenait prête à soutenir la candidature italienne une fois que celle-ci sera présentée officiellement. Rome a précisé dans la foulée que cette candidature serait soumise lundi, lors de la réunion de l'Eurogroupe rassemblant les ministres des Finances de la zone euro. Le ministre italien de l'Economie Giulio Tremonti a dit mercredi à la presse qu'il avait déjà signé le document de candidature et que ce dernier avait été envoyé à l'Eurogroupe. La candidature de Mario Draghi a déjà l'aval d'autres pays de la zone euro, dont la France, qui lui a affiché son soutien direct le mois



Mario Draghi

dernier. Mario Draghi, 63 ans, a pris la pole position pour succéder à Jean-Claude Trichet après que le précédent favori, l'Allemand Axel Weber, a annoncé en février qu'il jetait l'éponge. Le fait que Mario Draghi vienne d'un pays caractérisé par un passé d'inflation élevée et un endettement important a d'abord semblé problématique outre-Rhin. Mais dans une interview mercredi au journal Die Zeit, la chancelière Angela Merkel a déclaré que le gouverneur de la banque d'Italie cultivait les mêmes valeurs que Berlin. Je connais Mario Draghi. C'est une personnalité très in-

téressante et expérimentée", a déclaré Angela Merkel. "L'Allemagne pourrait soutenir sa candidature au poste de président de la BCE", a-t-elle ajouté. "Il est très proche de notre programme de stabilité et d'économie solide". Les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro doivent décider du successeur de Jean-Claude Trichet en juin. Outre l'appui de Nicolas Sarkozy, Mario Draghi a obtenu celui de l'Espagne et le soutien implicite du président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker.

CHAISES MUSICALES

Un diplomate de l'Union européenne a dit qu'un marché avait été conclu en vue de maintenir l'actuel équilibre des nationalités au sein de la BCE: si Mario Draghi accédait à la présidence, l'Italien Lorenzo Bini Smaghi devrait céder à un Français son siège au sein du conseil exécutif de la BCE. "Certains pays de la zone euro s'inquiètent du fait qu'un seul Allemand siègera dans un conseil dominé par des pays méditerranéens, à la situation monétaire délicate et aux politiques budgétaires laxistes", a déclaré ce diplomate. Jean-Claude Trichet achèvera son mandat de huit ans à la tête de la BCE fin octobre. S'il venait à lui succéder, Mario Draghi se verrait confier un héritage de stabilité monétaire mais surtout la lourde tâche de jouer un rôle plus large face à la crise de la dette souveraine qui mine la zone euro.

Mario Draghi s'est quant à lui taillé une réputation d'homme prudent et diplomate, devenant l'Italien le plus respecté dans les cercles économiques et financiers internationaux. Ancien professeur d'économie à Harvard, il a travaillé pour Goldman Sachs et la Banque mondiale et se trouve au coeur des efforts pour réformer le système bancaire mondial en tant que président du Conseil de stabilité financière. ■

La Chine est devenue la deuxième économie mondiale

Daniel Wamu

Le PIB chinois a dépassé le PIB japonais, en 2010. Mais le PIB par habitant reste 10 fois plus faible en Chine qu'au Japon. Le Japon a cédé sa place de deuxième puissance économique mondiale à la Chine en 2010, une année où l'archipel a pourtant vu sa croissance redémarrer en dépit d'une faiblesse de la consommation et des exportations au dernier trimestre. Le produit intérieur brut (PIB) du Japon, en terme nominal, s'est élevé en 2010 à 5 474,2 milliards de dollars, contre 5 878,6 milliards de dollars pour celui de la Chine, selon des statistiques publiées lundi par le gouvernement nippon.

L'archipel a donc perdu sa place de deuxième économie mondiale qu'il occupait depuis 1968, derrière les Etats-Unis que la Chine pourrait même détrôner d'ici à 2025, selon des estimations de la Banque mondiale et de diverses institutions financières. Le PIB par habitant du Japon reste cependant plus de dix fois supérieur à celui d'un Chinois, selon le FMI. La Chine affiche depuis des années un taux de croissance approchant ou dépassant les 10 %, son PIB ayant encore augmenté de 10,3 % en termes réels 2010. L'économie du Japon s'est de son côté relevée en 2010 d'une sévère récession subie lors de la crise mondiale. Son PIB, qui s'était contracté de 1,2 % en termes réels en 2008 et de 6,3 % en 2009, a crû de 3,9 % en 2010, mais cela n'a pas permis à l'archipel de conserver sa



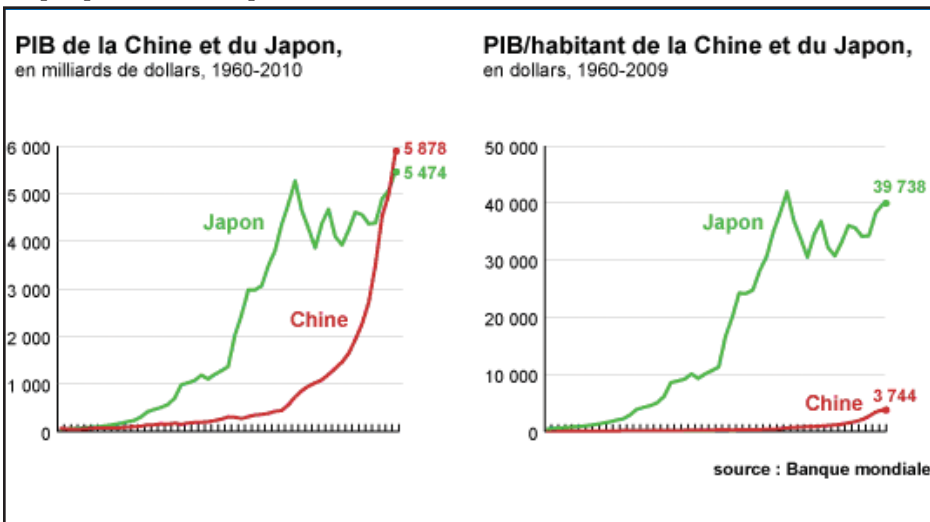
Le ministre chinois des Finances, Xie Xuren

deuxième position. Fin 2010, le PIB du Japon restait inférieur à son niveau d'avant la crise. L'économie nipponne a été tirée lors des neuf premiers mois de l'année par les exportations vers les pays émergents, notamment vers la Chine, son premier partenaire commercial, et par des subventions gouvernementales temporaires qui ont dopé la consommation. Le PIB japonais

s'est en revanche contracté de 0,3 % lors du quatrième trimestre par rapport au troisième, soit 1,1% en rythme annualisé. A l'automne, la consommation a pâti de la fin de programmes de soutien. Les autorités ont en effet cessé de soutenir l'acquisition de véhicules "écologiques", puis ont réduit les aides offertes pour l'achat de télévisions, réfrigérateurs et climatiseurs peu gourmands en énergie. Autre frein à la croissance en fin d'année, les autorités publiques ont diminué leurs dépenses d'investissement, alors que le Japon doit se serrer la ceinture pour limiter sa dette colossale estimée à quelque 200% de son PIB.

Facteur de soutien à l'activité jusque-là, les exportations se sont réduites elles-aussi au quatrième trimestre, handicapées par la flambée du yen, qui affleure depuis l'été 2010 son plus haut niveau en quinze ans face au dollar et en neuf ans vis-à-vis de l'euro, nuisant à la compétitivité des firmes japonaises à l'étranger. La croissance nipponne devrait reprendre dès le premier trimestre 2011, évitant au Japon de retomber dans la récession, grâce une demande plus forte venant de l'étranger, notamment des Etats-Unis.

L'économie de l'archipel pourrait en outre bénéficier de l'effet de mesures de relance de près de 6 000 milliards de yens (53,5 milliards d'euros) adoptées fin 2010 par la majorité de centre-gauche pour lutter contre la déflation persistante dans l'archipel depuis près de deux ans. ■



Chine : exportations record, demande intérieure plus morose

Les exportations de la Chine s'élèvent à 155,7 milliards au mois d'avril, battant le dernier record de décembre. La demande intérieure peine, elle, à prendre le relais.

Les exportations de la Chine ont atteint un nouveau record en avril. Elles s'élèvent à 155,7 milliards de dollars, surpassant la performance de 154,1 milliards de dollars datant de décembre, selon les douanes. Ces exportations, en hausse de 29,9 % sur un an, ont permis au premier exportateur mondial de dégager

La dette américaine atteint le plafond autorisé par les parlementaires

Ignace Lomomba

La dette de l'État fédéral américain devrait atteindre à mai, la limite autorisée par le Congrès, un plafond que les parlementaires se refusent à relever pour le moment. Le Trésor prévient depuis début avril que le 16 mai était la date à laquelle ce plafond de 14 294 milliards de dollars sera proche, empêchant d'emprunter plus. Le gouvernement a insisté, en vain, auprès du Congrès pour qu'il augmente ce montant. Mais le sujet divise les parlementaires : les républicains exigent d'abord, selon les termes du président de la Chambre des représentants, John Boehner, "des milliers de milliards d'économies", ce que les démocrates jugent dangereux. Le Trésor affirme pouvoir rester sous la limite jusqu'au 2 août par divers ajustements comptables.

"Le Congrès n'ayant pas encore agi, nous avons mis en route une série de mesures extraordinaires qui lui donneront un peu de temps supplémentaire pour relever le plafond de la dette", a expliqué le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner. Le ministère a décidé de cesser temporairement d'alimenter autant qu'il le devrait des caisses de retraites de fonctionnaires, a indiqué Timothy Geithner, dans une lettre adressée au chef de la majorité démocrate au Sénat, Harry Reid, et aux principaux dirigeants du Congrès. Ces mesures, qui n'ont aucune implication sur le versement des pensions dues actuellement, dégageront une marge de 224 milliards de dollars.

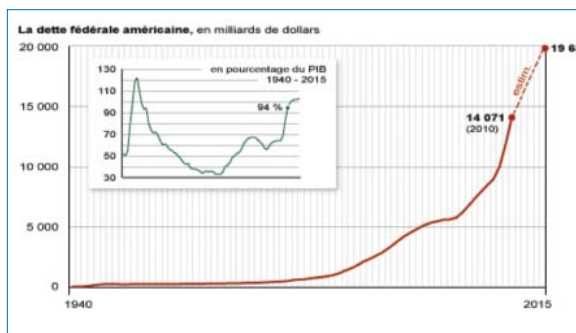
Geithner défend la dette américaine pour rassurer les créanciers

Les investisseurs font toujours confiance à la dette américaine, dont la note n'est pas menacée, a voulu rassurer le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner, sur les grandes chaînes de télévision, tandis que la Chine réclamait des mesures de protection. De son côté, le président Barack Obama espère toujours un accord entre démocrates et républicains sur un programme budgétaire en dépit de grandes divergences idéologiques. L'intervention de Tim Geithner survient au lendemain de la décision de l'agence Standard & Poor's d'abaisser la perspective sur la note américaine. "La capacité de notre économie à

grandir suffisamment pour nous permettre de remplir nos engagements et obligations n'est guère mise en doute. Le prix auquel nous pouvons emprunter chaque jour le prouve, mais nous devons mériter cette confiance", a déclaré Timothy Geithner à Bloomberg Televisions. Interrogé sur CNBC, il s'est dit en désaccord avec la décision de S&P d'abaisser la perspective. L'agence de notation avait motivé sa décision par l'incertitude qui entoure le débat politique à Washington à propos de la réduction du déficit budgétaire. Barack Obama affirme que républicains et démocrates s'entendent sur le fait qu'il faudra réduire les dépenses de quelque 4.000 milliards de dollars en l'espace d'une décennie. Mais ils divergent totalement sur les moyens, a-t-il convenu.

Barack Obama ne veut pas reconduire les avantages fiscaux pour les plus riches instaurés sous l'ère Bush, tout en continuant à investir dans l'éducation et les infrastructures. Ces avantages arrivent à expiration en 2012. Les républicains remettent en cause la volonté du président de réellement réduire les dépenses. "Je ne veux pas vous mentir: il y a un grand fossé philosophique", a résumé Barack Obama. Selon Timothy Geithner, les chances de conclure un accord s'améliorent toutefois.

"Si vous observez attentivement ce qui se passe à Washington, vous verrez que des élus des deux camps, démocrates comme républicains, sont d'accord avec le président (Barack Obama) sur la nécessité de lancer des réformes dès maintenant pour réduire nos déficits à long terme", a-t-il ajouté. A l'antenne de la chaîne Fox Business, Timothy Geithner a jugé que les Etats-Unis ne risquaient nullement de perdre leur note AAA. L'abaissement de la perspective implique que Standard & Poor's estime à un tiers la probabilité



Le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner qu'elle abaisse la note souveraine américaine dans un délai de deux ans.

INQUIÉTUDES EN CHINE, FATALISME EN INDE

La Chine s'est alarmée des conséquences possibles de cette décision sur les détenteurs de titres de dette américaine et a appelé les Etats-Unis à prendre des mesures "responsables" pour garantir leurs créances. Le Japon, dont la majeure partie des avoirs en devises étrangères sont supposés être en dollars, a en revanche exprimé sa confiance envers les Etats-Unis. "Les Etats-Unis répondent de diverses manières à leurs problèmes budgétaires, je pense donc que les Treasuries restent un produit attractif pour nous", a déclaré le ministre japonais des Finances, Yoshihiko Noda. En Inde, des sources proches de la question ont indiqué que la banque centrale indienne n'envisageait pas de diversifier ses investissements en dette étrangère, faute d'une alternative crédible à celle des Etats-Unis.

Les avoirs en devises étrangères de la Banque de Réserve d'Inde sont composés à 60% de Treasuries et à 30% environ de titres en euros. "Après la menace d'abaissement de S&P, la valeur de la dette américaine s'est en fait appréciée. Les marchés mondiaux pensent à en racheter à présent", a souligné l'une des sources indiennes. "Quelle est l'alternative pour se diversifier ? Les dettes européennes et japonaise sont pires." Lorenzo Bini Smaghi, l'un des membres du directoire de la Banque centrale européenne, a estimé que les Etats-Unis devaient désormais mettre en place au plus vite une politique monétaire plus ferme, en profitant du début de reprise économique. "Si un basculement (vers une politique plus restrictive) est retardé, les problèmes vont s'accumuler et les déséquilibres se creuser", a-t-il prévenu à l'antenne de la radio italienne Radio 24. Selon lui, la décision de l'agence de notation constitue un "avertissement". La BCE a relevé début avril ses taux d'intérêt, contrairement à la Réserve fédérale américaine, qui maintient les siens à un niveau très bas. ■

Les perspectives de l'Afrique subsaharienne selon le FMI

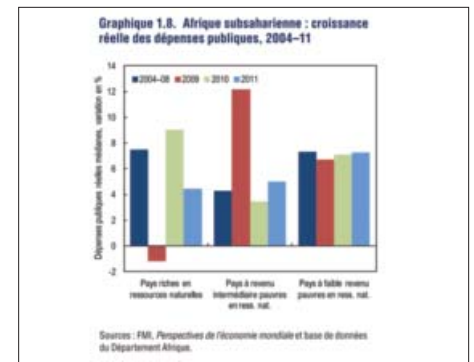
Le Fonds monétaire international (FMI) a rendu public son rapport sur les Perspectives économiques régionales consacré à l'Afrique subsaharienne. Mme Antoinette Monsio Sayeh, Directrice du Département Afrique du FMI, a présenté les principales conclusions du rapport : Après le ralentissement provoqué par la crise, la reprise est désormais bien engagée en Afrique subsaharienne (graphique 1.16) et la croissance économique a retrouvé un rythme assez proche des niveaux élevés enregistrés au milieu de la décennie 2000. La croissance devrait être en moyenne de 5½ % cette année et de 6 % en 2012.

Nous entrevoyons toutefois une évolution différenciée en fonction des groupes de pays. La plupart des 29 pays à faible revenu et les 7 pays exportateurs de pétrole de la région ont déjà presque retrouvé leur taux de croissance d'avant la crise. En revanche, dans les pays à revenu intermédiaire de la région, y compris l'Afrique du Sud, le redressement de l'activité est plus lent. Ce panorama généralement positif ne doit cepen-

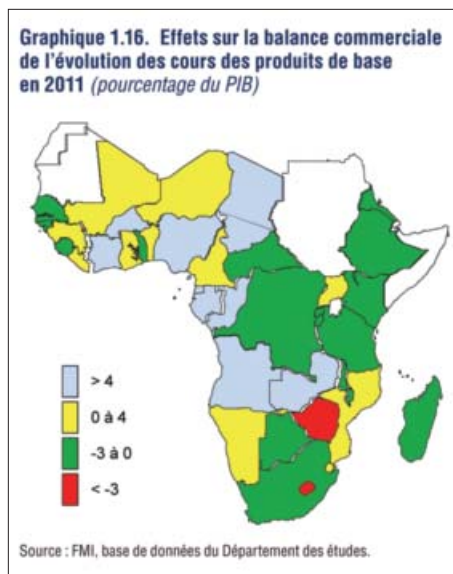


Mme Antoinette Monsio Sayeh, Directrice du Département Afrique du FMI

bée des prix de l'énergie et de l'alimentation. Pour contrer les pressions inflationnistes qui commencent à se faire jour, il conviendra de resserrer la politique monétaire, en particulier là où la croissance a déjà retrouvé son niveau d'avant la crise. Mme Sayeh a aussi attiré l'attention sur les principaux messages des deux chapitres analy-

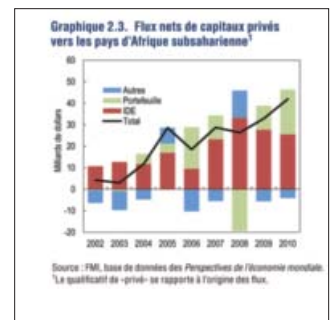
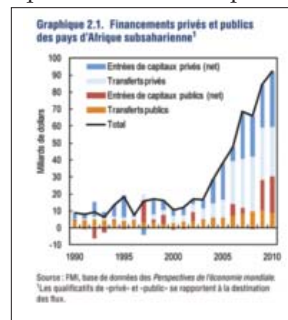
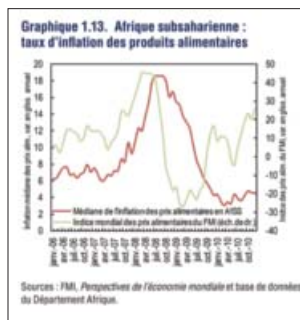


tiques du rapport sur les Perspectives économiques régionales (graphiques 1.13, 2.1, 2.3 et 3) i) Les entrées de capitaux privés dans la région ont retrouvé leur trajectoire ascendante de la première moitié de la décennie écoulée, encore que seul un petit nombre de marchés pionniers d'Afrique subsaharienne ait bénéficié à ce jour de la reprise mondiale des flux d'investissements de portefeuille. ii) Dans les pays en plein essor de la Communauté de l'Afrique de l'Est, de nouvelles adaptations des politiques macroéconomiques et structurelles s'imposent pour conforter durablement les bons



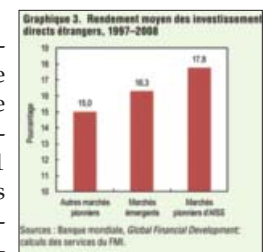
dant pas faire oublier les effets persistants des bouleversements provoqués par la crise financière mondiale. La réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) relatifs à la réduction de la pauvreté a pris du retard dans la région en raison de la montée du chômage et des effets de la flambée des prix de l'alimentation et de l'énergie en 2008. Les nouvelles hausses récentes des prix de l'alimentation et de l'énergie ont imposé de nouvelles épreuves

aux ménages les plus pauvres de la région. Dans la période à venir, l'évolution défavorable des prix mondiaux (conjuguée à la reprise rapide de la région) va sans doute entraîner une poussée d'inflation et, pour plusieurs pays importateurs de pétrole, une détérioration des déficits extérieurs courants. Compte tenu de la vigueur de la croissance et de la montée des pressions inflationnistes, il conviendrait, dans la plupart des pays, de réorienter globalement la politique budgétaire en abandonnant les mesures de soutien à l'activité qui l'ont ca-



ractérisée ces dernières années. Cela dit, il sera peut-être nécessaire dans certains pays de prévoir des aides budgétaires en faveur des ménages pauvres frappés par la hausse des prix alimentaires. Ces aides devraient être ciblées en fonction des revenus ou des principaux postes de dépense de ces ménages. Dans de nombreux pays à faible revenu de la région, la politique monétaire demeure plus souple qu'il ne serait souhaitable, et l'était même avant la récente flam-

résultats économiques récents de la région. Le texte intégral de l'édition de mai 2011 du rapport sur les Perspectives économiques régionales consacré à l'Afrique subsaharienne peut être consulté sur le site Internet du FMI, www.imf.org.



Perspectives de croissance pour les pays africains émergents

Ayant fait la preuve de leur robustesse pendant la crise financière mondiale, les pays émergents d'Afrique sont en bonne posture pour 2012. On s'attend à un accroissement des investissements directs étrangers, en particulier de la part des nouveaux partenaires commerciaux de l'Afrique en Asie, et à un renforcement de la demande d'obligations africaines. Le commerce africain se réoriente déjà vers les marchés des pays émergents dynamiques, notamment la Chine. Les échanges entre la Chine et l'Afrique se sont rapidement développés, augmentant en moyenne de 30 % par an au cours de la dernière décennie, et ont dépassé la barre des 100 milliards de dollars US en 2010.

L'émergence d'une classe moyenne africaine favorise les perspectives économiques

Le poids du secteur financier ou celui des biens de consommation, qui reposent sur le développement de la classe moyenne, va s'accroître dans les prochaines années. Walmart vient de lancer une offre sur le groupe de distribution Massmart (troisième groupe de distribution sur le continent, présent dans quatorze pays africains) pour 5 milliards de dollars. CFAO, leader africain de la distribution spécialisée, automobile et pharmaceutique, a été réintroduit en Bourse en

2010. Les investisseurs privés les plus circonspects ont la possibilité de s'intéresser à l'Afrique et particulièrement au secteur pétrolier et minier, au travers de sociétés occidentales cotées à Londres, et à un moindre degré à New York ou Paris. Cette diversification des sources de financement pour les investissements publics est fort nécessaires mais encore faut-il que les pays aient des politiques macroéconomiques et des régimes de change cohérents pour faire face à l'afflux des capitaux, surtout s'ils ont été sujets à des problèmes d'endettement par le passé.

Progression des investissements privés

Les mesures adoptées par les pays industrialisés, bien que nécessaires pour améliorer leurs propres perspectives de croissance, ont entraîné une chute des rendements sans précédent et parfois une forte hausse de la dette publique. Ces tendances, couplées aux perspectives de croissance vigoureuses dans nombre de pays émergents, incitent les investisseurs à étendre leurs horizons. Les analystes économiques, les investisseurs et les médias sont à même de repérer les pays d'Afrique subsaharienne dont le bilan et les perspectives économiques inspirent confiance aux investisseurs. À leur tour, une demi-douzaine de pays africains qui avaient l'intention de se présenter sur le marché international des capitaux avant que la crise

n'éclate en 2008 sortent leurs projets des cartons, notamment en vue d'ambitieux programmes d'investissements dans les infrastructures.

L'Afrique comble son retard en infrastructures

La croissance des échanges commerciaux est en effet un moyen de doter l'Afrique des infrastructures dont elle a cruellement besoin. Ces perspectives de financement sont certes bienvenues, mais s'accompagnent d'au moins deux impératifs. Il faudra premièrement que les pays gèrent leur nouvel endettement avec soin, en ne faisant appel au marché que pour financer les projets à haut rendement, de manière à éviter le risque de futures crises. En second lieu, ces pays africains, comme bien d'autres pays émergents avant eux, devront faire en sorte que leur économie soit suffisamment robuste pour gérer des afflux de capitaux d'une volatilité sans précédent.

Les nouveaux partenaires de l'Afrique continueront à être très demandeurs des biens que le continent peut fournir et seront à l'affût d'occasions d'y investir directement. Pour l'Afrique, il est essentiel de conclure des accords équitables et durables avec de grandes sociétés multinationales et de faire le meilleur usage de cette manne.

Source : *Afrique Avenir*

Performances africaines Top 10

Croissance du PIB réel (Pourcentages) 2010

RANG	PAYS	%
1	Congo Rép.	9.1
2	Botswana	8.6
3	Nigéria	8.4
4	Éthiopie	8.0
5	Zambie	7.6
6	Niger	7.5
7	RDC	7.2
8	Mozambique	7.0
9	Rwanda	6.5
10	Seychelles	6.2

Croissance du PIB / habitant (Pourcentages) 2010

RANG	PAYS	%
1	Botswana	7.1
2	Congo Rép.	6.0
3	Seychelles	5.8
4	Nigéria	5.5
5	Éthiopie	5.5
6	Zambie	5.0
7	Mozambique	4.9
8	Tanzanie	4.4
9	Rwanda	4.3
10	RDC	4.1

PIB réel par habitant (En dollars EU, calculés aux taux de change de 2000)

RANG	PAYS	\$ US
1	Seychelles	8.331
2	Maurice	5.585
3	Botswana	4.925
4	Guinée équatoriale	4.552
5	Gabon	4.203
6	Afrique du Sud	3.752
7	Namibie	2.887
8	Cap Vert	1.856
9	Swaziland	1.640
10	Congo Rép.	1.316

Performances africaines

Top 10

Investissement total
(En pourcentage du PIB) 2010

RANG	PAYS	%
1	Seychelles	54.0
2	Guinée équatoriale	48.3
3	Cap Vert	47.1
4	Niger	47.0
5	São Tomé-et-Príncipe	39.2
6	Lesotho	37.5
7	Malawi	30.1
8	Sénégal	29.8
9	Tanzanie	28.8
10	RDC	27.0

Dette publique
(Pourcentage du PIB) 2010

RANG	PAYS	%
1	Guinée équatoriale	7.5
2	Cameroun	12.9
3	Botswana	13.7
4	Congo Rép.	17.4
5	Swaziland	18.9
6	Namibie	19.0
7	Gabon	21.3
8	Rwanda	23.9
9	Ouganda	25.4
10	Zambie	26.9

Exportations de biens et de services,
(Pourcentages du PIB) 2010

RANG	PAYS	%
1	Seychelles	91.9
2	Congo Rép.	84.7
3	Guinée équatoriale	70.0
4	RDC	68.4
5	Gabon	62.0
6	Angola	61.2
7	Nigeria	58.3
8	Libéria	57.9
9	Swaziland	57.1
10	Tchad	51.8

Importations de biens et de services,
(Pourcentages du PIB) 2010

RANG	PAYS	%
1	Gambie	23.3
2	Érythrée	23.3
3	Centrafricaine	23.6
4	Burkina Faso	25.8
5	Afrique du Sud	28.0
6	Bénin	28.2
7	Rwanda	29.0
8	Nigeria	29.4
9	Cameroun	30.7
10	Éthiopie	33.2

Balance commerciale
(En pourcentage du PIB) 2010

RANG	PAYS	%
1	Congo Rép.	52.9
2	Gabon	37.7
3	Angola	31.5
4	Guinée équatoriale	27.6
5	Côte d'Ivoire	17.6
6	Zambie	16.7
7	Nigeria	15.4
8	Tchad	6.1
9	RDC	4.0
10	Afrique du Sud	1.1

Dette extérieure envers les créanciers publics
(En pourcentage du PIB) 2010

RANG	PAYS	%
1	Guinée équatoriale	0.7
2	Afrique du Sud	2.0
3	Nigeria	2.2
4	Congo Rép.	3.5
5	Maurice	4.1
6	Cameroun	4.9
7	Namibie	5.5
8	Angola	8.1
9	Libéria	9.0
10	Gabon	9.5

RANG	PAYS	%
1	Botswana	15,6
2	Congo, Rép. du	7,7
3	Guinée-Bissau	7,8
4	Bénin	6,9
5	Nigeria	6,5
6	Comores	5,9
7	Sierra Leone	5,7
8	Ouganda	5,6
9	Gambie	5,4
10	Burundi	5,2

Réserves (Mois d'importations de biens et de services)
(Pourcentages du PIB) 2010

Après le ralentissement provoqué par la crise, la reprise est désormais bien engagée en Afrique subsaharienne et la croissance économique a retrouvé un rythme assez proche des niveaux élevés enregistrés au milieu de la dernière décennie. La croissance devrait être en moyenne de 5½ % cette année et de 6 % en 2012.

Source: Rapport FMI, 2011

EUROPE

Perspectives économiques régionales

Renforcer la confiance

L'Europe se remet de la pire récession qu'elle ait connue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Après une contraction de 4,6 % en 2009, le PIB devrait augmenter de 2,3 % en 2010 puis de 2,2 % en 2011 (tableau 1). À l'exception de la Grèce et du Portugal, la croissance économique sera positive dans tous les pays l'an prochain, ce qui constitue une différence frappante par rapport à 2009, année où seuls l'Albanie, le Bélarus, Israël et la Pologne avaient enregistré une croissance positive. Cependant, l'année 2011 ne sera pas facile pour l'économie de l'Union européenne, averti le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

Eric Bosa

❗❗ L'année 2011 ne sera pas simple, mais parfois même douloureuse pour l'économie. (...) Quoiqu'il en soit, nous édifions l'avenir pour une architecture économique européenne plus puissante et plus ferme. Nous effectuons évidemment une consolidation fiscale et avons besoin de réformes structurelles pour la croissance de la compétitivité en Europe, nous avons besoin de la croissance", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Bruxelles. La plupart des pays européens ont annoncé la réduction de leurs dépenses budgétaires et une réforme de leurs économies pour stabiliser leurs indicateurs macroéconomiques et stimuler la croissance de leurs produits intérieurs bruts (PIB).

La reprise

La croissance du PIB mondial se rapproche du rythme d'avant la crise (4,8 % en 2010 et 4,2 % en 2011) et les exportations européennes en bénéficient. La croissance des exportations est particulièrement forte dans les pays qui exportent des biens d'équipement et avaient souffert de l'effondrement de la demande extérieure. Le taux de croissance économique annualisé de l'Allemagne a été de 9 % au deuxième trimestre, ce qui a suscité une reprise des exportations chez ses principaux fournisseurs, notamment parmi les pays émergents d'Europe. Les pays avancés d'Europe devraient, d'après les projections, connaître une croissance 1,6 % en 2011. L'apparition des problèmes de dette souveraine au début de 2010 a ébranlé la confiance et mis à mal un système finan-



José Manuel Barroso

cier encore fragile. Pourtant, alors que l'euro fléchissait et que les marchés boursiers mondiaux périclitaient, l'intervention des pouvoirs publics a permis de contenir le problème et la reprise a pu poursuivre. Cependant, bien que les pays avancés d'Europe aient récemment fait preuve d'une certaine vigueur, le regain d'activité observé dans ces pays devrait rester faible par rapport au passé et aux autres pays avancés. Ces écarts de crois-

sance tiennent en partie à la persistance des effets de la crise et à l'accélération de l'ajustement budgétaire en 2011. Mais ils s'expliquent aussi par les rigidités bien connues des marchés du travail, des produits et des services, qui limiteront le potentiel de croissance de la zone euro maintenant que le cycle des stocks est arrivé à son terme. Bien que les perspectives se soient améliorées, des risques importants subsistent. La vigueur surprenante de la croissance au premier semestre de 2010 pourrait durer plus longtemps que prévu et donner une nouvelle impulsion à court terme à la reprise en stimulant la demande privée. L'activité aux États-Unis et dans les pays émergents d'Asie pourrait être encore plus dynamique que prévu et soutenir les exportations. En même temps, toutefois, la croissance mondiale pourrait fort bien être inférieure aux prévisions, avec un risque extrême de rechute. Un regain de volatilité sur les marchés européens de capitaux et de la dette souveraine n'est pas non plus à exclure.

Compte tenu de ces risques, il sera crucial d'opter pour les bonnes politiques. Le rééquilibrage des finances publiques, bien qu'inévitable, devrait être opéré de manière à en réduire autant que possible les effets négatifs sur la croissance; la politique monétaire doit trouver un équilibre délicat entre, d'une part, la nécessité de normaliser les politiques et, d'autre part, celle d'atténuer la volatilité du marché de la dette souveraine et de préserver la liquidité bancaire; enfin, le contrôle dont ont fait récemment l'objet les banques européennes doit être suivi sans tarder de mesures visant à éliminer les faiblesses qui subsistent dans leurs bilans tout en continuant de préserver leur capacité de prêt.

En outre, pour stabiliser au-delà du court terme la confiance des marchés financiers, des consommateurs et des investisseurs, la gouvernance de l'Union européenne (UE) et de la zone euro devra être fondamentalement améliorée.

Les pays émergents d'Europe se redressent aussi; ils enregistreront une croissance de 3,8 % en 2011. Ces pays ont été durement éprouvés par la crise mondiale, non seulement à cause de la baisse de leurs exportations, mais aussi de la chute brutale des entrées de capitaux qui a mis un terme à l'expansion de la demande intérieure que beaucoup d'entre eux avait connue pendant les années antérieures à la crise. La région se redresse maintenant en s'appuyant sur la reprise des exportations, mais la demande intérieure reste modérée, en particulier dans les pays où la résorption des booms d'actifs et de crédit d'avant la crise a été la plus prononcée.

Les perspectives pour les pays émergents d'Europe dépendent avant tout de ce qui se passera en Europe occidentale. De nouveaux bouleversements en Europe occidentale pourraient toucher les pays émergents d'Europe en pesant sur leurs échanges commerciaux, mais ils pourraient aussi freiner les flux de capitaux vers la région ainsi que la croissance du crédit intérieur, ce qui aurait pour effet d'affaiblir encore la demande intérieure. Les responsables des pays émergents d'Europe ont la difficile

Tableau 1. Pays européens : croissance du PIB réel et inflation (IPC), 2007-11 (Pourcentage)

	Croissance du PIB réel					Inflation moyenne (IPC)				
	2007	2008	2009	2010	2011	2007	2008	2009	2010	2011
Europe ¹	4.0	1.4	-4.8	2.3	2.2	3.8	5.7	2.7	2.9	2.8
Pays avancés d'Europe ²	3.0	0.5	-4.0	1.7	1.6	2.1	3.4	0.7	1.8	1.7
Pays émergents d'Europe ³	7.0	4.1	-6.0	3.9	3.8	7.8	12.0	8.5	6.1	6.1
Union européenne ⁴	3.2	0.8	-4.1	1.7	1.7	2.4	3.7	0.9	1.9	1.8
Zone euro	2.9	0.5	-4.1	1.7	1.5	2.1	3.3	0.3	1.6	1.5
Allemagne	2.7	1.0	-4.7	3.3	2.0	2.3	2.8	0.2	1.3	1.4
Autriche	3.7	2.2	-3.9	1.6	1.6	2.2	3.2	0.4	1.5	1.7
Belgique	2.8	0.8	-2.7	1.6	1.7	1.8	4.5	0.0	2.0	1.9
Chypre	5.1	3.6	-1.7	0.4	1.8	2.2	4.4	0.2	2.2	2.3
Espagne	3.8	0.9	-3.7	-0.3	0.7	2.8	4.1	-0.2	1.5	1.1
Finlande	5.3	0.9	-6.0	2.4	2.0	1.8	3.9	1.6	1.4	1.8
France	2.3	0.1	-2.5	1.6	1.6	1.8	3.2	0.1	1.6	1.6
Grèce	4.5	2.0	-2.0	-4.0	-2.6	3.0	4.2	1.4	4.6	2.2
Irlande	5.6	-3.5	-7.6	-0.3	2.3	2.9	3.1	-1.7	-1.6	-0.5
Italie	1.5	-1.3	-5.0	1.0	1.0	2.0	3.5	0.8	1.6	1.7
Luxembourg	6.5	0.0	-4.1	3.0	3.1	2.3	3.4	0.4	2.3	1.9
Malte	3.7	2.6	-2.1	1.7	1.7	0.7	4.7	1.8	1.9	2.1
Pays-Bas	3.9	1.9	-3.9	1.8	1.7	1.6	2.2	1.0	1.3	1.1
Portugal	2.4	0.0	-2.6	1.1	0.0	2.4	2.7	-0.9	0.9	1.2
République slovaque	10.6	6.2	-4.7	4.1	4.3	1.9	3.9	0.9	0.7	1.9
Suède	6.8	3.5	-7.8	0.6	2.4	3.6	5.7	0.9	1.5	2.3
Autres pays avancés de l'UE										
Danemark	1.7	-0.9	-4.7	2.0	2.3	1.7	3.4	1.3	2.0	2.0
République tchèque	6.1	2.5	-4.1	2.0	2.2	2.9	6.3	1.0	1.6	2.0
Royaume-Uni	2.7	-0.1	-4.9	1.7	2.0	2.3	3.6	2.1	3.1	2.5
Suède	3.3	-0.4	-5.1	4.4	2.6	1.7	3.3	2.0	1.8	1.9
Pays émergents de l'UE ⁵										
Bulgarie	6.2	6.0	-5.0	0.0	2.0	7.8	10.0	2.5	2.2	2.9
Estonie	6.9	-6.1	-13.9	1.8	3.5	6.8	10.4	-0.1	2.5	2.0
Hongrie	1.0	0.6	-6.3	0.6	2.0	7.9	6.1	4.2	4.7	3.3
Lettonie	10.0	-4.2	-18.0	-1.0	3.3	10.1	15.3	3.3	-1.4	0.9
Lituanie	9.8	2.8	-14.8	1.3	3.1	5.8	11.1	4.2	1.0	1.3
Pologne	6.8	5.0	1.7	3.4	3.7	2.5	4.2	3.5	2.4	2.7
Roumanie	6.3	7.3	-7.1	-1.9	1.5	4.8	7.8	5.6	5.9	5.2
Pays avancés hors UE										
Israël	6.0	1.0	-6.8	-3.0	3.0	5.0	12.4	12.0	5.9	3.5
Israël	5.3	-4.2	0.8	4.2	3.8	0.5	4.6	3.3	2.3	2.8
Norvège	2.7	0.8	-1.4	0.8	1.8	0.7	3.8	2.2	2.5	1.4
Suisse	3.6	1.9	-1.9	2.9	1.7	0.7	2.4	-0.5	0.7	0.5
Autres pays émergents										
Albanie	5.9	7.7	3.3	2.8	3.2	2.9	3.4	2.2	3.4	2.9
Bélarus	8.8	10.2	0.2	7.2	6.2	8.4	14.8	13.0	7.3	10.8
Bosnie-Herzégovine	6.1	-5.7	-3.1	0.5	3.0	1.5	7.4	-0.4	2.4	2.5
Croatie	5.5	2.4	-5.5	-1.5	1.6	2.9	6.1	2.4	1.9	2.8
Koweït	4.0	5.4	4.0	4.6	5.9	4.4	9.4	-2.4	1.7	3.2
Macédoine	6.1	5.0	-0.8	1.2	3.0	2.3	6.3	-0.8	1.9	3.0
Moldavie	3.0	7.8	-6.5	3.2	3.5	12.4	12.7	0.0	7.4	6.0
Monténégro	10.7	-6.9	-5.7	-1.8	4.5	4.2	6.5	3.4	0.6	1.0
Rouanie	6.5	5.2	-7.9	-0.0	4.3	6.0	14.1	11.7	6.6	7.4
Serbie	6.9	5.5	-3.0	1.5	3.0	6.3	12.4	6.1	4.6	4.4
Turquie	4.7	0.7	-4.7	7.8	3.6	8.8	10.4	6.3	6.7	5.7
Ukraine	7.9	-2.1	-15.1	3.7	4.5	12.8	25.2	15.9	9.8	10.8

Source : FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale.
¹Moyenne pondérée par le PIB calculée à partir de poids d'achat (PPA).

tâche de remédier aux problèmes laissés par la crise sans compromettre la reprise. Les déficits budgétaires globaux se sont fortement creusés pendant la crise et sont restés élevés en 2010. Dans une large mesure, il s'agit de déficits structurels : les déficits globaux étaient faibles dans la plupart des pays avant la crise, mais une hausse temporaire des recettes masquait

la dégradation sous-jacente induite par la croissance rapide des dépenses publiques. La croissance du crédit est faible depuis le début de la crise, en raison de la baisse des transferts de capitaux en provenance des pays avancés d'Europe, de la hausse des prêts non productifs, qui nécessite une augmentation des provisions, et de la faiblesse de la demande. Maintenant que la demande de crédit se redresse, les pouvoirs publics pourraient réduire les contraintes qui, du côté de l'offre, freinent la croissance du crédit en réduisant l'incertitude qui entoure la politique macroéconomique. Des plans de rééquilibrage budgétaire crédibles pourraient aider à éviter que la dette souveraine ne devienne source de préoccupation, ce qui serait particulièrement dommageable dans les pays où les banques sont fortement exposées aux dettes souveraines.

Au-delà du court terme, la région devra trouver de nouveaux moteurs de croissance; en effet, le modèle de croissance des années de prospérité, qui reposait sur les entrées de capitaux, la croissance rapide du crédit et le dynamisme de la demande intérieure, devrait être repensé de manière à ce que la croissance s'appuie davantage sur le secteur des biens échangeables.. Bien que la crise ait profondément ébranlé les pays émergents d'Europe, les crises bancaires et monétaires que beaucoup avaient redoutées dans un premier temps ne se sont pratiquement pas matérialisées, grâce à la vigueur des mesures prises par les pouvoirs publics, aux montages financiers de grande envergure mis en place rapidement par les institutions internationales et au soutien continu des banques occidentales. Le cycle expansion-récession offre des enseignements importants pour la prévention des crises. Bien que, dans les pays émergents d'Europe, la crise ait été provoquée par des facteurs externes (la récession dans les pays avancés d'Europe et l'interruption brutale des entrées de capitaux), les déséquilibres internes et divers facteurs de vulnérabilité ont aussi joué un rôle essentiel. Ainsi, les pays qui avaient généralement réussi à éviter que l'expansion de la demande intérieure et du crédit ne soit alimentée surtout par les entrées de capitaux ont beaucoup moins souffert de la récession.



MÉRIDIEN MARITIME

Fondé par Angello Marcotte et Nathalie St Pierre, Méridien Maritime est l'un des chefs de file au Québec dans le domaine de construction navale.

Méridien Maritime est située dans le port de mer de Matane. L'entreprise effectue des travaux majeurs de réparations à flot et la construction de bateaux en acier. Méridien dispose également d'un atelier et d'un bureau de services techniques à Rimouski et d'un autre chantier à Ste-Anne-des-Monts.

Les réparations à flot se font directement sur les bateaux amarrés (et toujours à flot) dans les ports en eau profonde de l'Est du Canada et le long de la voie maritime du St-Laurent. Les plans, matériaux et équipements, sont préparés à Matane alors que des équipes sont envoyées sur les différents lieux de réparations. Ces opérations sont habituellement planifiées et saisonnières. La préparation est faite d'octobre à décembre, et les réparations de janvier à mars, tandis que la navigation est réduite durant les mois d'hiver. La construction de bateaux complets ou par la fabrication de sections modulaires pour assemblage se fait aux chantiers de Rimouski, Matane et Ste-anne-des-Monts



Angello Marcotte, Président

Méridien procède également à des réparations d'urgence, des travaux de sablage et de peinture et la fabrication de conteneurs.

Notre entreprise

Méridien Maritime c'est un ensemble d'entreprises jeunes et dynamiques spécialisées dans le domaine naval. C'est aussi plus de 180 travailleurs, appuyé par une vingtaine de techniciens et d'ingénieurs. Déjà reconnu pour nos idées avant-gardistes, notre qualité de travail, ainsi que notre volonté farouche de respecter les budgets et les délais de nos clients, Méridien Maritime est maintenant

Angello Marcotte, 46, est le fondateur et l'âme dirigeante de Méridien. Il a obtenu son diplôme d'études en Architecture Navale à l'Institut Maritime du Québec à Rimouski pour ensuite y suivre 6 sessions en navigation. Il a occupé différentes fonctions dans le domaine maritime pendant 13 ans avant de fonder Méridien qu'il dirige depuis 8 ans pour une expérience totale de 21 ans dans cette industrie.

Au cours des années, il a eu le privilège de mettre à profit ses connaissances et de bien comprendre le rouage du domaine maritime, de parfaire ses connaissances au niveau de la législation maritime, de développer la polyvalence dans ses interventions et de créer un réseau de contacts extrêmement important.

Ses idées avant-gardistes et audacieuses sont des qualités qui le caractérisent bien dans le milieu. Il croit fermement à la réussite de son entreprise et il est déterminé à investir le temps et l'énergie nécessaire pour atteindre ses objectifs. Sous sa direction, les résultats de Méridien ont été impressionnants surtout durant une période où le secteur maritime et des chantiers navals ont éprouvé de grandes difficultés financières.

Son profil entrepreneur confirme ses qualités de visionnaire et d'innovation, et avec des capacités administratives démontrées.





connu pour sa capacité à bien s'entourer. Car évidemment, notre réussite passe par le travail d'équipe. Chaque membre, tant par son expérience de vie et de travail, contribue au développement de l'entreprise. La moyenne d'âge de nos employés se situe autour de 35 ans, ce qui est plutôt exceptionnel dans notre domaine. Nous croyons sincèrement en la valeur de notre équipe et nous serons honorés de vous la faire découvrir.

Nos valeurs

Sachez que pour nous, il n'y a pas de grandes ou de petites réalisations. Chaque contrat est vu comme une marque de confiance de la part de notre client. Chaque fois, c'est un nouveau défi et nous devons le relever en respectant le budget de celui-ci, le délai de livraison et les standards élevés de qualité que nous nous sommes fixés. Comme ces trois objectifs sont clairement définis au sein de notre équipe, chaque étape du travail est soigneusement analysée et planifiée afin de répondre adéquatement aux besoins spécifiques de chacun de nos clients. De plus, pour y arriver, nous savons que nous devons demeurer constamment en recherche de solutions avec eux, ce qui est tout à fait extraordinaire puisque cela nous permet d'évoluer ensemble dans un contexte propice à l'innovation.

Notre mission

Offrir à nos clients des produits et services maritimes innovateurs de hautes qualités



Chef de file



et établir une relation de confiance avec chacun d'eux, basée sur le respect des ententes.

En 2010, Méridien poursuit sa croissance avec l'obtention d'un contrat de la Garde Côtière Canadienne pour la construction de 3 navires de recherche scientifique. Ce contrat, de l'ordre de 35 M\$, vient confirmer la capacité et la vocation de Méridien comme constructeur de bateaux et chantier naval d'envergure. Avec la construction

de bateaux, Méridien est stratégiquement parvenue à atténuer le caractère saisonnier de ses opérations, développer une expertise additionnelle, maintenir et confirmer ses emplois, diversifier ses sources de revenus et solidifier sa base d'affaires. Cependant, suite à l'évolution de l'entreprise et à l'envergure maintenant atteinte, il

était nécessaire de mieux structurer Méridien, devenue maintenant une moyenne entreprise. Pour solidifier sa gestion et lui donner les ressources et les meilleures pratiques d'affaires propres aux moyennes entreprises, les dirigeants ont mandaté le Groupe Dancause dans le cadre d'une démarche de planification stra-

tégique. La structure organisationnelle est ainsi été améliorée et prête à accepter un volume d'affaires additionnelles. Méridien se donne ainsi les outils pour poursuivre son développement, saisir les opportunités du marché et permettre la réalisation du présent projet d'expansion. ■



La Banque mondiale invite les pays pauvres à se diversifier

En fabriquant eux-mêmes les jus de fruits tirés de leurs récoltes ou en polissant eux-mêmes les pierres précieuses de leurs mines, les pays les plus pauvres pourraient diversifier leur économie et réduire la pauvreté, estime la Banque mondiale.

La quatrième conférence des Nations unies sur les pays les moins développés s'est ouverte lundi à Istanbul. La réunion, qui se tient jusqu'au 13 mai, vise à établir un programme de soutien aux 48 pays les plus pauvres du monde, dont les trois quarts des 885 millions d'habitants vivent avec moins de deux dollars par jour et dont beaucoup sont jugés trop dépendants

des exportations de leurs matières premières. "Cultiver ne suffit pas. Il faut transformer le produit cultivé et créer des emplois", a déclaré Ngozi Okonjo-Iweala, directrice générale de la Banque mondiale, dans une interview à Reuters.

Elle a cité le Botswana, qui développe des installations pour polir et tailler ses pierres précieuses, ainsi que l'Éthiopie et le Rwanda qui transforment leurs récoltes de café, comme des modèles de pays valorisant leurs matières premières. L'ancienne ministre des Finances du Nigeria a par ailleurs exhorté les pays pauvres à juguler la bureaucratie, à dynamiser le secteur privé et à améliorer le niveau de

vie de leur population. La Banque mondiale vient de collecter 49 milliards de dollars (34 milliards d'euros) sur trois ans pour soutenir les 79 pays les plus pauvres du monde, en portant une attention particulière aux pays qui sont récemment sortis d'un conflit. Ces 79 pays se caractérisent par un revenu par habitant de moins de 905 dollars par an, une mortalité infantile élevée, un accès limité à l'éducation et une insécurité économique et alimentaire. Depuis la création de cette liste il y a plusieurs décennies, seules trois petites nations se sont suffisamment développées pour en sortir: le Botswana, le Cap Vert et les Maldives. ■

Amérique latine: investissement étranger direct en hausse de 40%

L'investissement étranger direct en Amérique latine a augmenté de 40% en 2010 par rapport à 2009 pour atteindre 113 milliards de dollars (76 milliards d'euros), a indiqué mercredi la Commission économique pour l'Amérique latine (Cepal) dans un rapport.

L'Amérique latine est ainsi la région du monde où ces investissements ont le plus augmenté l'an dernier, selon l'organisme dépendant de l'ONU dans un rapport sur "L'Investissement étranger direct en Amérique latine et dans les Caraïbes". Le Brésil, qui possède le taux directeur (12%) le plus élevé des pays industrialisés et émergents, est resté en 2010 le principal bénéficiaire des investissements étrangers de la région avec 48,5 milliards de dollars, suivi du Mexique (17,7 milliards), a précisé Alicia Barcena, secrétaire exécutive de la Cepal, lors d'une conférence de presse. Ces deux pays sont suivis par le Chili (15,1 milliards), le Pérou (7,3), la Colombie (6,8) et l'Argentine (5,2). Le Venezuela et l'Équateur, dirigés par des gouvernements de gauche radicale qui ont procédé à de nombreuses nationalisations ces dernières années, sont les pays qui reçoivent le moins d'investissements étrangers en Amérique latine. Le Mexique est le pays de la région qui a lui-même le plus investi en dehors de ses frontières avec 12,9 milliards de dollars. ■

Le Canada est prêt pour appuyer la République démocratique du Congo

Le Canada est prêt pour appuyer la République démocratique du Congo dans l'organisation du sommet de la Francophonie qui se tiendra à Kinshasa en 2012. Selon l'ambassadeur, Jean-Pierre Bolduc, Ottawa s'engage également à apporter son soutien à Kinshasa en matière de la gestion du bassin forestier et hydraulique. Le diplomate canadien a fait cette déclaration, lors de l'audience lui accordée par le ministre congolais des Affaires étrangères. ■



L'Égypte sollicite l'aide du FMI

Le Fonds monétaire international a reçu une demande de prêt de la part de l'Égypte et prévoit d'envoyer «sous peu» une équipe au Caire pour discuter de son montant et de ses conditions, a annoncé une porte-parole de l'institution de Washington. «Il y a maintenant une demande officielle» de prêt, a indiqué la directrice des Relations extérieures du FMI, Caroline Atkinson, interrogée lors d'un point de presse à Washington sur l'état des discussions avec l'Égypte. «Ils ont approché des partenaires bilatéraux et multilatéraux, dont le FMI, pour qu'ils apportent leur soutien à ce qui est un programme qu'ils ont conçu eux-mêmes», a-t-elle poursuivi. «Et nous prévoyons qu'une équipe du FMI se rendra au Caire sous peu pour commencer les discussions avec les autorités égyptiennes sur un accord», a ajouté Mme Atkinson. Le ministre égyptien des Finances Samir Radwane avait indiqué le 26 avril que le gouvernement était «en train de négocier des prêts d'un montant de 3 à 4 milliards de dollars avec le FMI et d'environ 2,2 milliards de dollars avec la Banque mondiale».

Le FMI avait rapporté dix jours plus tard que l'Égypte estimait avoir «un besoin de financement d'environ 10 à 12 milliards de dollars pour la période allant jusqu'à juin 2012» pour soutenir sa transition démocratique et le redressement de son économie. Le Fonds estimait en avril que la croissance devrait tomber à 1% cette année pour l'Égypte. ■

L'Afrique est le continent où les investissements sont des plus rentables

L'Afrique est le continent où les investissements sont des plus rentables, et dont les pays se tournent de plus en plus vers la démocratie, a indiqué à Washington l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union africaine, Michael Battle. Ce responsable américain s'exprimait lors d'une conférence de presse animée conjointement avec le président de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping, qui conduit une délégation africaine à l'occasion de la tenue de la 2e Réunion de Haut niveau États-Unis-Union africaine les 20 et 21 avril dans la capitale fédérale. ■

La FAO met au point un outil pour évaluer le potentiel et l'impact des bioénergies

Vu l'intérêt croissant pour la production de bioénergie, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mis au point une nouvelle méthodologie pour aider les gouvernements à évaluer le potentiel des bioénergies et leur impact possible sur la sécurité alimentaire. Cette méthodologie vient d'être finalisée après trois années de développement et d'essais sur le terrain notamment au Pérou, en Tanzanie et en Thaïlande. « Notre objectif est d'aider les décideurs à prendre des décisions éclairées quant à la question de savoir si le développement des bioénergies est une option viable et, le cas échéant, d'identifier les politiques qui en maximiseront les avantages et en minimiseront les risques », indique Heiner Thofern qui dirige le projet BEFS (Bioenergy and Food security Framework).

Les pics enregistrés par les cours du pétrole et les préoccupations relatives à la sécurité énergétique ainsi que les inquiétudes quant aux gaz à effet de serre émis par les carburants fossiles ont été les principaux moteurs de la croissance de la filière bioénergies. Autre avantage potentiel important : les investissements dans la filière bioénergies pourraient susciter les investissements qui manquent cruellement dans les infrastructures agricoles et de

transport dans les zones rurales et, en créant des emplois tout en augmentant les revenus des ménages, ils pourraient atténuer la pauvreté et l'insécurité alimentaire. « La FAO, pendant des années, a souligné que le sous-investissement dans l'agriculture est un problème qui grève lourdement la production alimentaire dans le monde en développement, ce qui, allié à la pauvreté rurale, est un facteur essentiel de la faim dans le monde », fait valoir M. Thofern. « S'il est réalisé correctement et opportunément, le développement des bioénergies offrirait une chance pour doper les investissements et l'emploi dans des secteurs qui en auraient un besoin pressant », a-t-il ajouté.

Le Brésil est souvent cité comme un exemple à suivre pour les pays qui souhaiteraient utiliser les bioénergies pour satisfaire leurs besoins énergétiques. Dans ce pays, qui est le deuxième plus gros producteur mondial de bioéthanol, un million de véhicules sont alimentés en carburant tiré de la canne à sucre.

A l'avenir, l'Europe est susceptible d'émerger comme un marché d'exportation de produits issus des bioénergies. Pareille tendance offre aux agriculteurs du monde en développement de nouvelles opportunités. Des études de la FAO ont, par ailleurs, montré que les projets de

bioénergie à petite échelle, qui ne ciblent pas les marchés d'exportation, peuvent améliorer la sécurité alimentaire et contribuent à stimuler les économies rurales.

Parallèlement à l'intérêt croissant pour les bioénergies se sont également accrues les inquiétudes quant à leurs effets négatifs potentiels. En tête de ceux-ci, la FAO cite le risque que l'expansion des cultures bioénergétiques se fasse au détriment de la production alimentaire, ce qui réduirait les disponibilités en denrées alimentaires et entraînerait les prix à la hausse.

Autres motifs de préoccupation : le déboisement pour convertir de nouvelles terres à des cultures bioénergétiques et les effets d'une telle conversion sur les autochtones. Selon M. Thofern, les risques potentiels et les bénéfices doivent être soigneusement jaugés à l'aune des variables spécifiques par pays et par région. La production de bioénergie n'est pas une panacée et ne sera pas toujours appropriée ou viable.

Dans certains cas, elle pourrait même être nuisible. « Cela dit, nous ne pouvons pas ignorer le fait que dans d'autres cas, la production de bioénergie offre de grandes possibilités pour revitaliser les économies rurales, réduire la pauvreté, et améliorer la sécurité alimentaire des ménages », a conclu l'expert de la FAO. ■

La Conférence de l'ONU sur les pays les moins avancés adopte un plan d'action

En conclusion de la 4e Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA), qui s'est tenue du 9 au 13 mai à Istanbul, en Turquie, les 48 pays les plus pauvres de la planète ont annoncé le lancement d'un programme d'action décennal afin de combattre la pauvreté.

Ce plan, annoncé vendredi par le Ministre des affaires étrangères de Turquie, Ahmet Davutoglu, prévoit de renforcer l'aide au développement et d'améliorer leurs conditions d'accès au marché. Il met l'accent sur les capacités de productions des PMA comme moyen d'éradiquer la pauvreté. Les pays développés participants à la Conférence de l'ONU se sont engagés à atteindre l'objectif de 0,15% à 0,20% de leur revenu national destiné à l'aide au développement (APD). Cela entraînera une augmentation significative de l'aide publique au développement (APD) aux PMA, étant donné que les niveaux d'aide sont actuellement légèrement inférieurs à 0,1% de leur revenu national brut. Les pays développés se sont également mis d'accord pour faciliter l'accès au marché des PMA notamment en abaissant ou en éliminant les droits de douanes non tarifaires injustifiées ou discriminatoires. Le programme d'action met l'accent sur



Premier ministre du Népal,
Nath Khanal Jhala

les capacités de production et les infrastructures des PMA. Vendredi, le Premier ministre du Népal, pays actuellement à la tête des PMA, Nath Khanal Jhala, a rappelé que la croissance des PMA avait dépassé la croissance moyenne au niveau mondial. Mais cette croissance n'a pas profité à tous les PMA et par conséquent, l'amélioration du niveau de vie été n'a pas été substantielle et soutenue, selon M. Nath Khanal Jhala. « L'accent mis sur la capacité de production est un moyen privilégié pour les PMA de moderniser et de diversifier les économies, de créer des emplois et d'engager des moyens durables pour finalement éradiquer la pauvreté », a déclaré le Sous Secrétaire général des Nations Unies, Haut Représentant pour les PMA, les pays en développement enclavés et les petits États en développement, Cheick Sidi Diarra. Dans une période où les prix des denrées alimentaires sont élevés, il a été souligné que la revitalisation de l'agriculture et la sécurité alimentaire devaient faire l'objet d'actions prioritaires. Le programme d'action souligne également la nécessité de faire face aux effets néfastes des changements climatiques. ■

Les pôles de croissance dans les marchés émergents redéfinissent la structure économique mondiale, selon un nouveau rapport de la Banque mondiale

En 2025, plus de la moitié de la croissance mondiale sera concentrée dans six grandes économies émergentes (le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Corée du Sud et la Russie) et le système monétaire international ne sera probablement plus dominé par une seule monnaie, selon un nouveau rapport de la Banque mondiale. Sur le nouvel échiquier économique, ces pays prospères contribueront à accélérer la croissance dans les pays à faible revenu par le biais des transactions commerciales et financières transfrontières.

Selon ce rapport publié sur le titre *Global Development Horizons 2011—Multipolarity: The New Global Economy (Perspectives du développement mondial 2011 – Multipolarité : la nouvelle économie mondiale)*, ce groupe de pays émergents connaîtra une croissance annuelle moyenne de 4,7 % entre 2011 et 2025. Les prévisions de croissance pour les pays avancés ne sont que de 2,3 % pour la même période, mais ces pays continueront à dominer l'économie mondiale, la zone euro, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis restant les principaux moteurs de la croissance mondiale.

« L'expansion rapide des pays émergents a modifié la répartition des pôles de croissance économique entre pays développés et pays en développement – créant un monde véritablement multipolaire », a déclaré Justin Yifu Lin, économiste en chef de la Banque mondiale et premier vice-président, Économie du développement. « Les sociétés multinationales implantées sur les marchés émergents deviennent un important facteur de transformation économique mondiale, avec la croissance rapide des investissements Sud-Sud et des investissements étrangers directs. Les institutions financières internationales doivent s'adapter rapidement pour ne pas se laisser distancer. »

Selon le rapport, les pays émergents dont la croissance était tributaire de l'adaptation au progrès technique et de la



Justin Yifu Lin, économiste en chef de la Banque mondiale et premier vice-président

demande extérieure devront procéder à des changements structurels pour maintenir leur rythme de croissance grâce à des gains de productivité et à une solide demande intérieure.

Le rapport décrit les nouveaux défis à relever par les pays en développement au cours des vingt prochaines années dans une économie mondiale multipolaire. Les auteurs utilisent des indices basés sur des données empiriques pour recenser les pays dont la forte croissance, la solide base de capital humain et l'innovation technologique alimentent l'activité économique dans d'autres pays. Il est à prévoir que cette croissance aura un effet d'entraînement, par le biais des échanges commerciaux, des investissements et des migrations transfrontières qui donneront lieu à des transferts de technologie et stimuleront la demande de produits d'exportation. Le rapport souligne que plusieurs pays émergents pourraient devenir des pôles de croissance, comme la Chine et la Corée, qui sont fortement tributaires des exportations, ou comme le Brésil et le Mexique, qui font une plus grande place à la consommation intérieure. Avec l'appari-

tion d'une importante classe moyenne dans les pays en développement et l'évolution démographique de plusieurs grands pays d'Asie de l'Est, la consommation devrait continuer d'augmenter, ce qui aidera à maintenir le rythme de la croissance mondiale. « Dans de nombreux pays émergents, le rôle grandissant de la demande intérieure se fait déjà sentir et on assiste à un phénomène d'externalisation des approvisionnements », a déclaré Hans Timmer, directeur du Groupe des perspectives de développement à la Banque mondiale. « C'est important pour les pays les moins avancés, dont la croissance est souvent tributaire des investissements étrangers et de la demande extérieure. » Le déplacement du pouvoir économique et financier vers les pays en développement aura d'importantes répercussions sur le financement des entreprises, l'investissement et la nature des opérations internationales de fusion-acquisition. Avec la multiplication de ces opérations dans les marchés émergents, il est à prévoir que l'IED Sud-Sud augmentera, surtout en faveur de projets entièrement nouveaux, tandis que l'IED Sud-Nord portera essentiellement sur des acquisitions. Grâce à cette croissance, davantage de pays en développement et leurs entreprises auront accès aux marchés obligataires et boursiers internationaux, à des conditions plus favorables, pour financer leurs investissements à l'étranger.

Selon le rapport, le rôle et l'influence grandissants des entreprises des pays émergents dans les finances et les investissements internationaux peuvent aider à mettre en place un système multilatéral de réglementation des investissements transfrontières, après plusieurs tentatives menées sans succès depuis les années 20. Contrairement aux relations commerciales et monétaires internationales, il n'existe pas de régime multilatéral pour promouvoir et réglementer les investissements transfrontières. Les accords bilatéraux d'investissement (ABI)

Plus de la moitié de la croissance mondiale sera concentrée dans six grandes économies émergentes (le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Corée du Sud et la Russie) et le système monétaire international ne sera probablement plus dominé par une seule monnaie en 2025.



sont la formule la plus utilisée — on comptait plus de 2 275 ABI à la fin de 2007 — dans les négociations inter-États sur les conditions d'investissement transfrontières, y compris pour le recours à l'arbitrage international des différends soumis au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, qui fait partie du Groupe de la Banque mondiale. « Le renminbi est appelé à jouer un plus grand rôle au cours des dix prochaines années, vu la taille de la Chine et la mondialisation rapide des entreprises et des banques chinoises », a déclaré Mansoor Dailami, auteur principal du rapport et chef de l'équipe Nouvelles tendances mondiales à la Banque mondiale. « S'agissant du système monétaire international, le scénario le plus probable à l'horizon 2025 est celui d'un système multidevises dominé par le dollar, l'euro et le renminbi. » Pour maintenir leur croissance et faire face à des risques plus complexes, les

économies qui abritent de nouveaux pôles de croissance doivent réformer leurs institutions, notamment dans les secteurs économique, financier et social. La Chine, l'Indonésie, l'Inde et la Russie ont tous des problèmes à régler au niveau des institutions et de la gouvernance. Le capital humain et l'accès à l'éducation sont des sujets de préoccupation dans certains pôles de croissance potentiels, en particulier le Brésil, l'Inde et l'Indonésie.

« On s'attend à une transformation radicale de l'économie mondiale. Ces changements seront sans doute globalement positifs pour les pays en développement, mais il reste à savoir si les normes et les institutions multilatérales actuellement en place sont suffisamment solides pour survivre dans un système multipolaire. Face aux difficultés que pose l'intégration mondiale entre les grandes puissances, il est essentiel que les pays coordonnent mieux leurs politiques pour réduire les

risques d'instabilité économique », explique Dailami. La plupart des pays en développement, en particulier les plus pauvres, continueront d'utiliser leur monnaie pour leurs transactions avec le reste du monde et demeureront vulnérables aux fluctuations des taux de change dans un système international multidevises. Les institutions multilatérales doivent aider ces pays à s'intégrer dans un nouveau monde multipolaire. Il s'agit de fournir aux pays en développement l'assistance technique, l'aide et les conseils dont ils ont besoin pour se doter des outils et des moyens financiers nécessaires pour faire face aux problèmes et aux risques attendus, tout en tirant parti de leurs avantages et de leurs possibilités. ■

Le rapport intégral, les projections concernant les pôles de croissance et autres données peuvent être consultés à l'adresse : www.worldbank.org/gdh2011.

Source : Banque mondiale

La Russie prête à accorder 6 milliards de dollars de crédit à la Biélorussie



Le premier ministre russe, Vladimir Poutine, et le président biélorusse, Alexandre Loukachenko

Le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, a indiqué que la Russie était prête à accorder plus de 6 milliards de dollars (4,24 milliards d'euros) sous forme de crédit à son pays, confronté à une crise financière majeure. "Je viens de discuter avec le président russe, Dmitri Anatolievitch Medvedev. Il m'a appelé. Nous négocions avec la Russie sur un crédit de stabilisation pour soutenir le cours du rouble biélorusse", a déclaré M. Loukachenko. Moscou

serait prêt à accorder "environ 3,1 milliards de dollars si, évidemment, nous signions avec eux un accord approprié", a-t-il ajouté, sans donner plus de précisions sur cet accord.

NÉGOCIATIONS PRESQUE TERMINÉES

Par ailleurs, la Russie serait prête à verser 3 milliards de dollars en paiement d'avance sur l'achat de produits biélo-

russes, selon M. Loukachenko. "Au total, cela fait 6 milliards et quelque, c'est suffisant pour cette année, non seulement pour stabiliser la situation, mais aussi pour avoir de solides réserves en or et devises." Un peu plus tard, le premier ministre biélorusse, Mikhaïl Miasnikovitch, a confirmé que les négociations étaient presque "terminées" sur deux crédits totalisant entre 6 et 6,5 milliards de dollars.

Pour sa part, le Kremlin s'est contenté de dire dans un communiqué que M. Medvedev et M. Loukachenko avaient "échangé leurs avis sur des thèmes bilatéraux-clés". Le ministre des finances russe, Alexeï Koudrine, a indiqué que Vladimir Poutine a mit au point les derniers détails des négociations.

"Un projet préliminaire prévoit d'accorder à la Biélorussie un crédit de l'ordre de 3 milliards de dollars, à raison de 1 milliard par an au cours des trois prochaines années", a précisé M. Koudrine. De son côté, la Biélorussie va privatiser des actifs qui devraient lui rapporter "environ 3 milliards de dollars", a ajouté le ministre, sans préciser sur quelle période. ■

Une plateforme d'affaires pour répondre aux défis mondiaux de la santé et de la nutrition de demain

Le marché des nutraceutiques dépassera les 243 milliards de dollars en 2015. Le marché mondial des "botanicaux", qui s'intègrent dans la formulation d'ingrédients innovants, dépasse déjà les 60 milliards de dollars; l'Afrique Sub Saharienne ne détient que 0,01% des parts du marché des botanicaux, alors qu'elle possède plus du quart du patrimoine mondial de plantes à valeur ajoutée (ITC, Genève), (BM, 2007), (WWF). C'est un non sens pour un continent si affligé par l'insécurité alimentaire et la pauvreté, sans parler de la menace qui pèse sur les écosystèmes forestiers de la région du Bassin du Congo, riches en produits forestiers non ligneux (PFNL) à valeur ajoutée alimentaire.

Amisi Rukiza

A l'heure des défis d'innovation posés aux grands groupes alimentaires, et des préoccupations sociales et environnementales liées à l'approvisionnement responsable, se trouve un dénominateur commun : la qualité et la valorisation d'ingrédients et super-aliments africains.

Et si la plus importante ressource naturelle de l'Afrique restait encore à être découverte ?

BDA croie que le futur du continent africain sommeille dans ses terres et le cœur des Écopreneurs. Et si l'Afrique détenait les réponses non seulement aux drames de la malnutrition qui sévit sur le continent mais aussi aux problèmes de



«L'accès» devient la plus nouvelle tendance du marché. Il y a des signes encourageants que répondre aux besoins fondamentaux comme la nourriture et l'éducation est vu comme une puissante occasion d'affaires. Ces engagements sont les premiers signes d'une tendance générale à redistribuer ces valeurs aux consommateurs et aux fournisseurs.



Soutenir le développement de nouveaux marchés agricoles à valeur ajoutée et l'engagement d'une nouvelle génération d'écopreneurs, une étape importante vers la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire

santé posés par l'alimentation nord américaine ?

Afin de rendre les super-aliments accessibles sur les marchés locaux et internationaux, BDA a conçu le programme Plante Action, un programme novateur qui forme des femmes et des hommes « écopreneurs » à la gestion d'entreprises agricoles et à la production rentable et responsable de plantes africaines à valeur ajoutée (les botanicaux) selon les critères GACP émis par l'OMS.

Cette nouvelle génération d'entrepreneurs africains permet d'assurer un approvisionnement de qualité tout en prenant part aux marchés nationaux et mondiaux,

privés et institutionnels, dans les secteurs alimentaires, cosmétiques et biopharmaceutiques. Le programme Plante Action intervient au niveau de l'assurance de la qualité et du développement de compétences entrepreneuriales, démarrage d'entreprises, création d'emploi, et procure l'accessibilité à des infrastructures indispensables, soit un centre de conditionnement et un laboratoire de contrôle de qualité.

La phase pilote réalisée en RDC de 2008-2011 a permis de valider le programme, construire un premier centre de conditionnement dans le Bas Congo et a valu à BDA plusieurs prix nationaux et internationaux. La reconnaissance du programme Plante Action tient au triple rendement, soit social, économique et environnemental, et au caractère modèle de son approche sur l'Accès et Partage des Avantages (APA), notion qui se situe au cœur des préoccupations pour une exploitation responsable de la biodiversité.

Une plateforme innovante pour répondre aux défis mondiaux de la santé et de la

nutrition de demain: Un alliage d'Innovation, d'Entrepreneurship et de nouveaux partenariats Nord Sud.

Le nerf de la guerre dans le marché compétitif des ingrédients santé est sans nul doute la R&D et le contrôle de qualité tout au long de la chaîne d'approvisionnement, de développement et de production. PharmAfrican, une jeune start-up canadienne, a entrepris de développer des ingrédients innovants à partir des plantes produites par les Ecopreneurs certifiés et de les valoriser au sein d'une plateforme économique responsable initiée par le tandem BDA-PharmAfrican. Cette plateforme réunit des « partenaires » de production, de distribution et de commercialisation appartenant au « Fourth Sector » (<http://fourthsector.net>) appelés à générer non seulement des rendements financiers mais aussi sociaux et environnementaux selon un modèle d'affaire novateur intitulé « valeurs intégrées » (<http://blendedvalue.org>). Tous les acteurs ainsi réunis apportent des solutions durables qui profitent autant aux popula-



Carole Robert, présidente et co-fondatrice de la Fondation BDA, une ONG canadienne et conceptrice de la plateforme

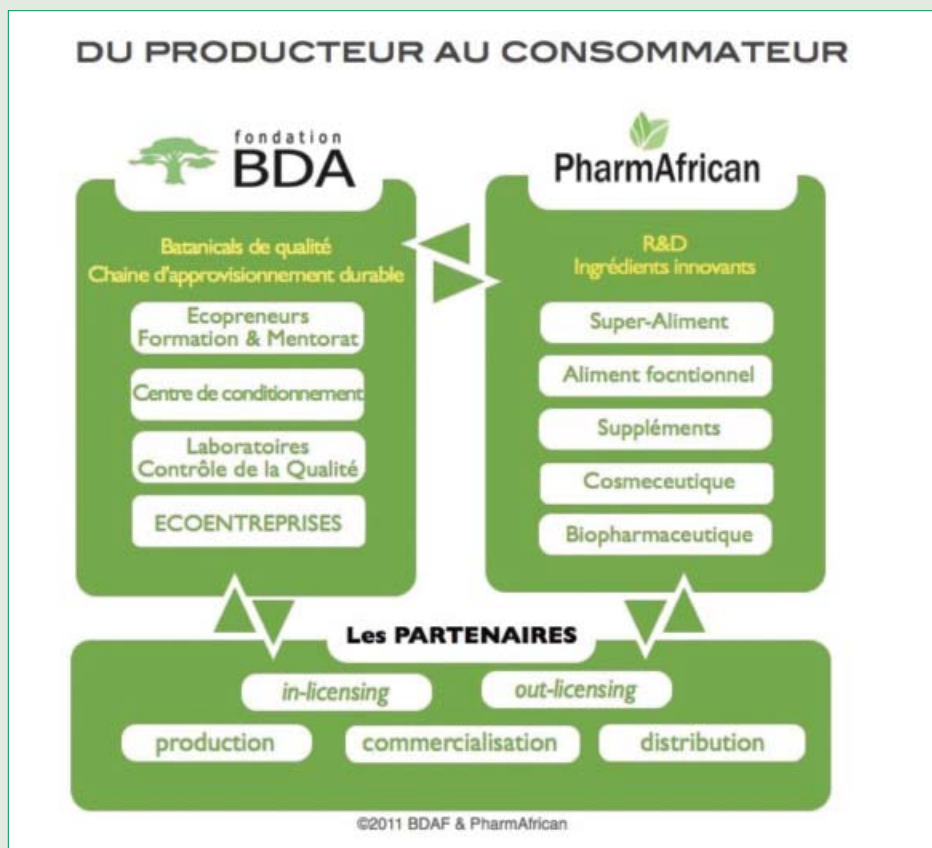
tions africaines qui souffrent de la faim et de la pauvreté, et aux consommateurs mondiaux de plus en plus intéressés par des ingrédients santé de qualité.

DÉVELOPPER UNE CULTURE DE L'INNOVATION

L'innovation doit nécessairement se traduire par des opérations commerciales viables à long terme et son essor est possible que si l'on accorde plus d'attention à la création et au soutien d'un marché pour commercialiser les produits développés.

De nombreux projets de développement apportent bien sûr beaucoup d'avantages à l'Afrique, mais avec l'aide vient souvent une négligence des impératifs à long terme. A contrario, la logique de marché implique une réflexion à long terme, sachant assurer la demande et un environnement porteur pour les produits de l'innovation.

Le concept de développement durable offre la vision systémique nécessaire au maintien d'un équilibre entre la capacité de support de l'environnement, l'efficacité économique et l'équité sociale. Non seulement la science et l'innovation constituent-elles un levier essentiel au développement durable mais une politique de développement durable peut stimuler l'innovation, et partant, favoriser le progrès social et la croissance économique. ■



Joindre la plateforme et relier les producteurs aux consommateurs

L'avenir de l'Afrique et la contribution de la Banque mondiale

Shantayanan Devarajan*

L'Afrique subsaharienne est aujourd'hui placée devant une occasion historique, celle de se transformer et de parvenir à une croissance durable. Au cours des dix années qui ont précédé la crise économique mondiale, l'Afrique a enregistré un taux de croissance moyen de 5 % par an. Si l'économie de la région a connu un ralentissement en 2009, elle s'est rétablie dès 2010 en grande partie grâce à l'application de politiques macroéconomiques prudentes. Plusieurs pays (dont le Malawi, le Ghana et l'Éthiopie par exemple) ont enregistré des progrès suffisamment rapides pour atteindre la plupart des objectifs de développement pour le Millénaire d'ici 2015, ou sinon peu après. Le secteur privé africain attire de plus en plus d'investissements et, si l'on considère les mesures prises par les décideurs face à la crise mondiale, le contexte est propice à des réformes axées sur le marché et favorables aux pauvres. Il n'en demeure pas moins que l'Afrique continue de se heurter à des problèmes de développement à long terme : sa dépendance à l'égard d'un petit nombre de produits primaires, la faiblesse du capital humain, la mauvaise gouvernance, le chômage des jeunes, la marginalisation des femmes, ou encore le changement climatique, pour n'en citer que quelques-uns. Mais si elle parvient à relever ces défis en tirant parti de la vague de dynamisme et d'optimisme qui la soulève actuellement – et que les consultations auprès de 1 400 personnes ont clairement mise en évidence – l'Afrique pourrait être au seuil de son décollage économique, comme avant elle la Chine il y a trente ans ou l'Inde il y a vingt ans.

Aussi la Banque mondiale a-t-elle articulé sa stratégie à l'appui de l'Afrique autour des axes suivants :

- **Compétitivité et emploi.** La stratégie vise à contribuer à la diversification des exportations des pays africains et à la création d'emplois productifs, en particulier pour les 7 à 10 millions de jeunes qui entrent chaque année sur le marché du travail. Elle préconise de combiner des politiques publiques volontaristes ciblées sur des secteurs spécifiques – du type de celles qui ont soutenu le secteur des fleurs coupées au Kenya ou celui des mangues au Mali – à des politiques plus « neutres » favorisant l'essor de diverses industries – à l'instar de la croissance des TIC dans la région.

- **Vulnérabilité et résilience.** Les populations pauvres en Afrique sont exposées à des chocs qui concourent à les enfermer dans la pauvreté : chocs macroéconomiques, chocs sanitaires (paludisme et VIH/SIDA entre autres), catastrophes naturelles – qui s'aggraveront probablement en raison du changement climatique –, et, enfin, conflits et violences politiques. La stratégie vise à renforcer la résilience à ces chocs grâce à l'amélioration des politiques macroéconomiques, à la promotion d'interventions de santé publique, à l'adaptation aux effets du changement climatique (par le biais de l'irrigation et de la gestion des ressources en eau), ou encore au renforcement d'institutions ayant pour mission de promouvoir le partage de ressources et la recherche de consensus. Elle prévoit également de soutenir les pays en cas de choc, avec la mise en place par exemple de programmes d'assurance maladie ou de protection sociale, tels que le système d'assurance presque universelle du Rwanda ou le programme de travaux publics de l'Éthiopie.

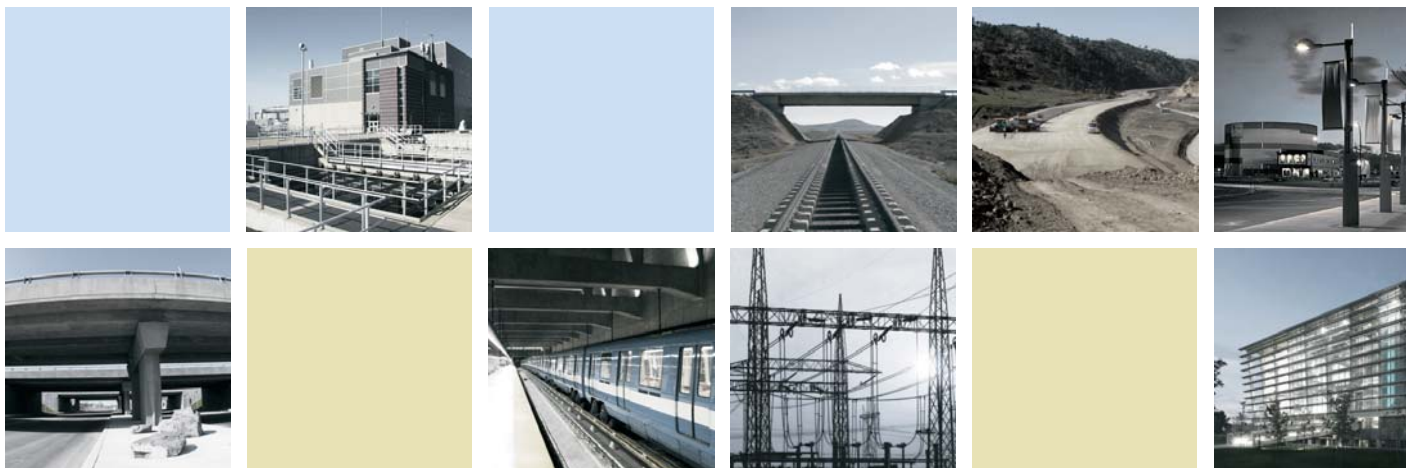
- **Gouvernance et capacités du secteur public.** Sur les 48 milliards de dollars de déficit d'infrastructure dont souffre l'Afrique, 17 milliards pourraient être comblés si la gestion des infrastructures était plus efficace – à titre d'exemple, le taux d'absentéisme des instituteurs dans le système public atteint 20 % en Ouganda. Ces gains d'efficacité sont cependant conditionnés à la résolution des problèmes de gouvernance associés aux intérêts établis. La stratégie entend s'y attaquer en abordant la gouvernance aussi bien du côté de la demande que de celui de l'offre. D'une part, notre objectif est de renforcer la voix des citoyens afin qu'ils soient en mesure de réclamer une bonne gouvernance à leur dirigeants – nous nous appuyerons pour cela sur les connaissances de la Banque ainsi que sur les TIC. D'autre part, au niveau de l'offre, nous continuerons à renforcer les capacités du secteur public, en privilégiant les mécanismes d'incitation au sein de la fonction publique.

La Banque mondiale mettra en œuvre sa stratégie en s'appuyant sur ses instruments traditionnels – financements, connaissances, partenariats – mais en y recourant dans l'ordre inverse. Ainsi, le premier instrument de la stratégie est constitué des partenariats noués avec les gouvernements des pays africains, le secteur privé intérieur et international, la société civile et les partenaires de développement. Nous adopterons nos interventions en fonction de celles menées par les autres acteurs. Dans la mesure où le Rwanda et le Niger reçoivent une aide financière considérable pour des « programmes de santé verticaux » (VIH/SIDA ou paludisme), la Banque utilisera ses ressources pour aider ces pays à améliorer leurs systèmes de santé. Second instrument de la stratégie : les connaissances. Celles-ci nous permettront de promouvoir un débat public davantage fondé sur des données factuelles. Les études sur les déperditions de fonds publics, sur l'absentéisme des enseignants ou sur les résultats scolaires des élèves, en informant l'opinion publique sur la qualité des services publics, ont alimenté un débat vigoureux, lequel, à son tour, est source de changement.

Enfin, le troisième instrument, à savoir les financements, consistera à utiliser les ressources de la Banque comme leviers. Supposons qu'un pays bénéficie d'un prêt de 500 millions de dollars, comment faire pour que celui-ci se transforme en 3 milliards de dollars de ressources extérieures ? C'est précisément le levier de la Banque qui a permis au barrage de Bujagali, en Ouganda, de bénéficier, à partir des 150 millions de dollars de fonds alloués par l'IDA, de 650 millions de dollars supplémentaires provenant de sources publiques et privées.

Il va sans dire que cette stratégie n'est pas sans risque. Nous ne sommes pas à l'abri d'un nouveau repli de l'économie mondiale, ni d'une éruption de violence dans certaines zones de la région. Il se peut aussi que nous ne disposions pas des ressources nécessaires pour mener à bien cette stratégie. Quoi qu'il en soit, grâce aux axes que nous avons choisis et à la place que nous accordons aux partenariats – sans parler de l'optimisme palpable à travers le continent –, nous sommes convaincus que l'Afrique est en mesure de saisir l'occasion qui s'offre à elle de réaliser pleinement son potentiel en instaurant une croissance durable et en faisant reculer la pauvreté.

(* Économiste en chef, Région Afrique, Banque mondiale)



UNE DES PLUS IMPORTANTES FIRMES CANADIENNES
D'INGÉNIERIE-CONSTRUCTION QUI OFFRE UN GUICHET
UNIQUE DE SERVICES ET DES SOLUTIONS INTÉGRÉES

DESSAU

INGÉNIERIE

BÂTIMENTS | INDUSTRIES | ÉNERGIE | DÉVELOPPEMENT URBAIN
TRANSPORTS | ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE
TÉLÉCOMMUNICATIONS, SÉCURITÉ, SYSTÈMES ET TECHNOLOGIES

PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE


GESTION ET CONSTRUCTION

GÉOTECHNIQUE, MATÉRIAUX ET ENVIRONNEMENT

EXPLOITATION



DESSAU.COM



**VOUS VOULEZ ACTIVER VOS
EXPORTATIONS?
NOUS POUVONS VOUS AIDER.**

NOUS SAVONS TOUS CE QUE ÇA SIGNIFIE. Nous savons que vous voulez tirer profit des grandes possibilités qu'offre l'exportation. Grâce à nos solutions d'assurance et de gestion de fonds de roulement, ainsi qu'à notre connaissance des marchés internationaux, vous trouverez chez nous les produits et l'expertise qui vous aideront à activer vos exportations. Avec EDC, vos désirs prennent forme.

2 0 0 M A R C H É S À T R A V E R S L E M O N D E

www.edc.ca/services | 1-866-361-1118

Un monde d'opportunités à saisir

Canada 

EDC